



Le M

Numéro 2 - Mars 2019
Double Numéro

Dossier Développement Durable : Entretiens avec PwC, la BPI et Mirova

Dossier Stages : Où chercher ? Comment être pris en start-up ?

A la découverte de deux nouvelles initiatives : Club Afrique et Scientia

Et des articles du NOISE, Transaction, Diplo'mates, Smartup et Station L

Comment faire une carrière viable dans le développement durable ?



Trouver son stage



VERBATEM

ÉDITO

par **Nicolas Multon**
Rédacteur en Chef

En mars, fais ce qu'il te plaît

Les hautes températures me permettent d'emprunter cette expression au Printemps.

Après un mois chargé - la fin des campagnes - mars sera le mois des choix pour beaucoup d'entre nous. Recherche d'association pour tous les 1A, de stage pour tous ceux qui ne s'y sont pas pris plus tôt, et de stage estival pour les plus téméraires des 2A, la machine doit se mettre en marche.

Certains vous diront que le premier stage n'est pas très important, et il est vrai qu'il n'est pas forcément déterminant pour votre carrière, mais un stage réussi est un stage qui permet d'avancer dans sa réflexion personnelle, si ce n'est en définissant ce que l'on veut, au moins savoir ce que l'on ne veut pas. Un stage réussi peut même vous orienter dans une voie, à l'instar de Clément Krupka, alumni que le stage préma a orienté vers le conseil en stratégie (interview p46). C'est dans cette optique que nous avons constitué un de nos dossiers, qui vous donnera, nous l'espérons, des conseils pratiques pour vous aider à trouver vos stages.

Voilà pour la forme, structurer sa recherche de stage pour être pris dans celui qui nous plaît, où cela nous plaît. Mais encore faut-il savoir ce que l'on veut faire. Et pour cela, nous, étudiants, avons relativement peu d'informations. A l'heure d'enjeux mondiaux pressants, et de la peur de terminer dans les filets des *bullshit jobs*, de nombreux étudiants cherchent des alternatives. Pour ceux intéressés par les enjeux sociaux et environnementaux qui ne savent pas comment relier cette voie de carrière aux métiers classiques à la sortie d'école - finance et conseil, mais aussi ressources humaines et entrepreneuriat -, notre dossier est fait pour vous. Nous sommes allés à la rencontre d'acteurs de la transition écologique qui évoluent dans des structures privées, dans des postes exigeants qui pourraient très bien être les nôtres demain. Si ces sujets t'intéressent, nous espérons te donner des billes pour relier tes valeurs à ta future voie.

Avec ces deux dossiers - deux numéros (retrouvez notre Hors-Série sur les Cooptions) et un nouvel event, Socratiz - le mois de mars ne sera pas de tout repos pour Verbatem. Mais en mars, nous ne sommes pas seuls à avoir fait ce qu'il nous plaisait. Deux initiatives se sont lancées à l'emlyon, Club Afrique et Scientia, et Diplo'mates organise son concours d'écriture Diplo d'Or 2019.

On vous attend nombreux aux cooptions, Verbatem a beaucoup de projets qui n'attendent que vous.

CONTRIBUTEURS

Le M, anciennement appelé krakem, est le magazine étudiant de l'emlyon publié par Verbatem, l'association d'éloquence et de journalisme de l'école. Depuis 2016, le magazine se veut une source d'information utile aux étudiants. Chaque mois, il est imprimé à 600 exemplaire, est relayé sur Facebook, page «Le M», et sur notre site internet, à www.le-m-verbatim.fr.

Le M se donne pour mission d'informer les étudiants de l'emlyon afin de les aider à naviguer lors de leur passage à l'emlyon et à préparer leur carrière. En allant chercher l'information auprès de l'administration, de personnes en mandat associatif ou d'anciens dans la vie active, nous souhaitons transmettre le savoir pour aider les étudiants à préparer leur avenir.

Nicolas Multon	Rédacteur-en-Chef
Heddie Trabelsi	Responsable du dossier Développement Durable
Thomas Khelifi	Responsable du dossier Stages
Titouan Le Jeune	Responsable Mise-en-Page
Lucas Dunning-Laredo	Responsable Digital
Azzedine Hassena	Journaliste & membre du Conseil Editorial
Octave Kleynjans	Membre du Noise contributeur au dossier Développement Durable
Simon Dautheville	Contributeur Station L et Smartup

SOMMAIRE

4-19 Dossier : Le développement durable, une voie de carrière crédible ?

- 4-5 Introduction
- 6-7 La finance éthique : Présentation & Entretien d'Eva, analyste ESG chez Mirova
- 12-14 Le Conseil en Développement Durable : Entretien avec Jean-Baptiste Petit, Manager Développement Durable chez PwC
- 15-16 Un secteur traditionnel à la loupe : Le textile permet-il des carrières éco-responsables ?
- 17-19 L'entrepreneuriat
- 17 Le développement durable et les start-ups : et si elles sauvaient la planète ? Un article Station L
- 18-19 L'entrepreneuriat responsable par Noise : Phénix, une start-up d'avenir

20-30 Dossier bis : Trouver son stage à l'international

- 20-21 La répartition des 1A pendant l'édition 2018 de la Mission à l'International
- 22 Introduction
- 23 Choisir son stage
- 24-27 Conseils pour trouver son stage : Améliorer son CV et réussir ses entretiens
- 26-29 Entrepreneuriat, comment choisir son stage ? Les conseils d'un professeur et de Station L
- 30 Faire son stage dans l'Economie Sociale et Solidaire, les retours de deux membres du Noise

31-40 Les Assos prennent la parole

- 31 Un mois, une startup de Smartup : Delicorner, la startup que j'aurais aimé créer dans l'em
- 32-33 La Photo Déclic, édition Concours des Baroudeurs 2019 : Gagnant Catégorie Portrait
- 34-35 L'Actu Financière de février Transac
- 36-37 L'Actu Géopo de février de Diplo
- 38-39 La personnalité géopolitique du mois : Le « Mayday » de Thérésa
- 40 L'actu des associations : Diplo d'Or 2019 et Noise reprend Planet & Co

41-47 La vie à l'emlyon, et après

- 41 À la découverte d'événements : Les Appartés de Verbat'em
- 42-43 À la découverte d'initiatives étudiantes : Club Afrique, le nouveau club qui veut changer l'image de l'Afrique
- 44-45 À la découverte d'initiatives étudiantes : Scientia, la nouvelle initiative qui promeut la science
- 46-47 A la rencontre d'alumni : Clément K. (PGE – 2015), s'épanouir à travers des missions exigeantes, de Bain à Big Mamma

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, UNE V

1 NO
POVERTY



2 ZERO
HUNGER



3 GOOD HEALTH
AND WELL-BEING



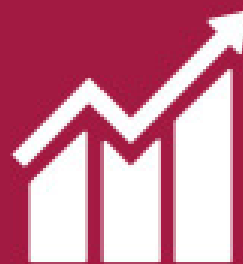
6 CLEAN WATER
AND SANITATION



7 AFFORDABLE AND
CLEAN ENERGY



8 DECENT WORK AND
ECONOMIC GROWTH



11 SUSTAINABLE CITIES
AND COMMUNITIES

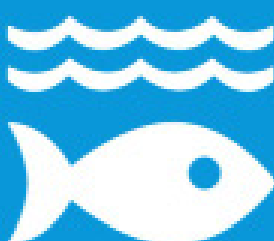


THE GLOBAL
For Sustainable D

13 CLIMATE
ACTION



14 LIFE BELOW
WATER



15 LIFE
ON LAND



VOIE DE CARRIÈRE CRÉDIBLE ?

4 QUALITY EDUCATION



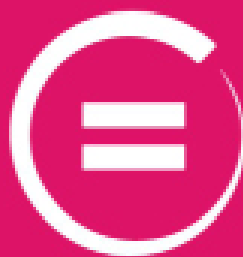
5 GENDER EQUALITY



9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE



10 REDUCED INEQUALITIES



SDG GOALS
Sustainable Development

12 RESPONSIBLE CONSUMPTION AND PRODUCTION



16 PEACE AND JUSTICE
STRONG INSTITUTIONS



Mars 2019

17 PARTNERSHIPS FOR THE GOALS



Vendredi 22 février, pour la deuxième semaine d'affilée, lycéens et étudiants français ont mené une marche pour le climat à travers le pays, exigeant que du gouvernement que des moyens nécessaires soient débloqués pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, conformément à ce qui avait été convenu lors des accords de Paris en 2015.

Les entreprises sont également prises à partie par les jeunes, en témoigne le *Manifeste étudiant pour un réveil écologique*, qui énumère les attentes des étudiants vis-à-vis de leurs futurs employeurs en termes de développement durable et de pratiques responsables, et qui a reçu près de 30 000 signatures depuis septembre dernier.

Toutefois, si notre génération semble donc se sentir plus concernée que les autres par les enjeux du développement durable, il reste difficile pour beaucoup d'entre nous de concevoir qu'une carrière est possible dans ce secteur.

À l'heure où nous écrivons les premières lignes de ce dossier, nous ne savons pas grand chose des métiers du développement durable, et nous supposons que vous non plus chers lecteurs n'en savez pas beaucoup que nous. En effet, s'ils sont souvent décrits comme étant des métiers d'avenir, beaucoup de questions subsistent à leur sujet : Quels métiers peut-on exercer ? Quelles missions ? Quelles perspectives d'évolution ? Quel salaire ?

Nous avons choisi d'articuler ce dossier autour de 4 axes : la finance éthique, le Conseil en RSE et développement durable, le textile réinventé et l'entrepreneuriat responsable.

La finance éthique : Présentation

Définition

La finance éthique est la branche de la finance qui a pour particularité d'intégrer des critères extra-financiers dans les décisions de placements et la gestion de portefeuille. Ces critères extra-financiers ont notamment à voir avec le respect de meilleures pratiques en matière sociétale et environnementale par les entreprises. En pratique, la finance éthique concerne tant les méthodes mises en œuvre dans la gestion des fonds que dans leur finalité, c'est-à-dire la manière dont ils sont utilisés.

Différentes approches

Pour déterminer quelles sont les entreprises dans lesquelles investir, plusieurs écoles s'opposent au sein de la finance éthique :

- **L'approche ESG** : elle consiste à choisir les entreprises ayant les meilleures pratiques dans un secteur particulier (approche Best in Class). Existente aussi les approches Best in Universe, qui ne prend pas en considération le secteur, et Best Effort, qui privilégie les entreprises démontrant une amélioration ou de bonnes perspectives de leurs pratiques et de leurs performance ESG dans le temps.
- **L'approche exclusive** : elle consiste à faire le tri entre les entreprises respectant les normes ou conventions internationales et celles qui les transgressent. Par exemple, toute entreprise violant les droits humains ou causant des dommages importants à l'environnement est non sélectionnable. En vertu de cette approche, il arrive donc que certains secteurs entiers (tabac, armement) soient d'office exclus.
- **L'approche thématique** : elle consiste à ne sélectionner que des entreprises opérant dans un secteur favorisant intrinsèquement certaines pratiques responsables et éthiques (développement durable, santé, agriculture biologique...).

Des labels pour attester

Afin de pouvoir reconnaître parmi les fonds se présentant comme éthiques lesquels ont vraiment des pratiques responsables de ceux qui se présentent comme tel pour en faire un argument marketing, des labels ont été créés. En France, Novethic délivre notamment un Label ISR attestant de la qualité des produits financiers intégrant des critères ESG. Cette labellisation ISR place sur le même plan les caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance ; la labellisation environnementale, orientée vers l'économie verte et s'appliquant aux produits financiers dont les objectifs sont environnementaux. Ce label européen est attribué chaque année à une centaine de fonds.

D'autres labels existent, comme le TEEC (Transition Écologique et Énergétique pour le Climat) du ministère de l'Environnement, ou Finansol, délivré par l'agence du même nom.

Un phénomène qui prend de l'ampleur

Si les termes "finance" et "éthique" peuvent paraître incompatible, le secteur ne cesse de prendre de l'ampleur et les sommes investies sont toujours plus importantes : le total des sommes investies en France dans la finance éthique a atteint les 11,5 milliards d'euros en 2017, soit 5 fois leur montant de 2009. En parallèle, selon une étude HSBC, 61 % des investisseurs et 48 % des entreprises dans le monde ont mis en place une stratégie intégrant des critères ESG.

La généralisation de la prise en compte de l'ESG s'explique notamment par la recherche de rentabilité financière et par les incitations fiscales, particulièrement pour les investisseurs. En retour, la pression des investisseurs incite de plus en plus les entreprises à utiliser cette approche ESG et surtout à améliorer leur communication en la matière.

Responsable... mais aussi efficace

Selon l'agence de notation Morningstar, les fonds ISR les plus performants ont une rentabilité alignée sur celle des fonds traditionnels (autour de 40% sur 5 ans), ce qui démontre que respecter les critères éthiques ne pénalisent pas nécessairement la performance d'un fond et qu'il est possible de concilier ISR et rentabilité.

Selon l'agence de notation Morningstar, les fonds ISR les plus performants ont une rentabilité alignée sur celle des fonds traditionnels

Controverses

Des voix se sont élevées pour faire remarquer une certaine ambiguïté dans la démarche des acteurs de la finance éthique : dans un ouvrage intitulé *Finance Éthique : le grand malentendu* (2013, Fyp éditeur), Gaëtan Mortier, ancien analyste ISR, dénonce l'utilisation de l'ISR comme simple instrument marketing servant les intérêts même des acteurs que la finance éthique est censée mettre en cause. Pour lui, les fonds éthiques ont aujourd'hui les mêmes pratiques que les fonds classiques : il affirme notamment qu'un quart des fonds ISR ont une empreinte carbone supérieure aux fonds classiques. Selon G. Mortier, cette évolution vient du fait que la notation ISR fonctionne exactement comme la notation financière classique : "les grandes agences de notations analysent les questions sociales et environnementales comme de purs facteurs de risques et d'opportunités financières".

Autrement dit, les bons points ne vont souvent pas aux entreprises modèles sur le plan éthique, mais plutôt à celles qui sont le moins exposées à des risques environnementaux ou juridiques : à force de vanter l'avantage financier de l'ISR, l'espérance d'un retour sur investissement prend le pas sur la raison d'être de la finance éthique et conduit à l'adoption de stratégies tout sauf res-

ponsables.

Selon lui, l'ISR ne peut retrouver son sens qu'à condition d'être jugé et encadré par des labels publics et non plus par d'agences de notation financièrement dépendantes des marchés et de leurs clients. Sans cela, l'ISR ne servira bientôt plus rien d'autre que les intérêts marketing des entreprises adeptes de greenwashing, perdant ainsi la confiance des investisseurs responsables et donc sa raison d'être.



Dans Finance Ethique : le grand malentendu, Gaëtan Mortier dénonce « l'analyse des questions sociales et environnementales comme de purs facteurs de risques et d'opportunités financières ».

Le métier d'analyste ISR

L'analyste ISR est chargé de mettre en évidence le niveau d'implication des entreprises ou des États dans les problématiques de développement durable et la pertinence de ces initiatives (Droits humains, Ressources humaines, Environnement, Comportements sur les marchés, Gouvernance d'entreprise, Engagement sociétal). Pour cela, il étudie les rapports publiés par les entreprises, collecte des données provenant d'agences de notation extra-financière, d'organes gouvernementaux, de syndicats, d'ONG ou de médias et interroge les dirigeants. Après avoir évalué la société, il élabore des recommandations en fonction d'une grille d'analyse axée sur la responsabilité sociale. Ces notes d'analyses viendront compléter celles de l'analyste financier dans le but de guider le choix des gestionnaires de fonds ou des investisseurs privés quant aux dispositions à prendre.

Ses missions sont donc les suivantes :

- Recueillir et traiter les informations publiques sur les entreprises publiques (gouvernance, ressources humaines, environnement et relations avec les parties prenantes).
- Analyser, noter et comparer les performances des entreprises en matière de Responsabilité Sociale (selon des grilles et des systèmes de notations développés en interne).
- Assurer la veille réglementaire et sectorielle via la rédaction de notes thématiques ou sectorielles.

Salaire après 3 ans : entre 60 et 90 000 euros

Évolution de carrière : L'évolution classique consiste à devenir gérant d'un fonds ISR. L'analyste peut aussi évoluer vers des postes de consultant en développement durable dans des cabinets généralistes spécialisés.

Propensions (en %)

Hausse 59% Neutre 36% Baisse 11%

Pour la cote ISR, cliquer sur la ligne

RANG	Bis de Boston	CPC/M	VL	Synthèse Tech nique	Mémentaire Absolu	Mémentaire Relatif	HODG Analyse	HODG Risque	FEA	Focus Principal	Zone Gé.	Focus Autre	MOA/élic	Ratio de Sharpe	Ratio de Sortite	Recal Moa	Acti Not
78	OM Arkea FF	Federal Actions Ethiques P	175.1	++++	++++	++++	0	0	FEA	Actions	France	Small Mid	---	++++	---	---	---
76	Odéo Meritis	Odéo Avenir CR	3.881	++++	++++	++++	0	0	FEA	Actions	Europe	Small Mid	---	++++	---	---	++++
99	LBPAM Postale	LBPAM Act. Entreprises M	2.500	++++	---	++++	2	2	FEA	Actions	Euro Zone	Small Mid	---	++++	---	---	---
68	Amundi I EI	I EI Actions France	203.0	++++	++++	++++	5	5	FEA	Actions	France	Big Cap	---	++++	---	---	---
67	Odéo Meritis	Odéo Avenir Euro CR	202.8	++++	---	++++	0	0	FEA	Actions	Europe	Mid Cap	---	++++	---	---	---
65	Odéo Meritis	Odéo Avenir Europe GI	542.5	++++	---	++++	5	5	FEA	Actions	Europe	Small Mid	---	++++	---	---	---
57	Amundi Créd.Agr.	Amundi Valeurs Durables	242.0	+++	+++	+++	4	4	FEA	Actions	Europe	Big Cap/Mid	Neutre	++++	+++	+	Neutre
55	Robeco	Robeco Glob. Consum. Trends D	181.5	+++	+++	+++	4	4	FEA	Actions	Monde	Overw. + Sev.	Neutre	++++	+	---	+++
51	Robeco	Robeco Europ. Conserv. Eq. D	183.7	+++	+++	+++	3	3	FEA	Actions	Europe	Big Cap/Mid	+	++++	++++	+	++++
51	Roche Brno	Roche Brno Zone Euro Actives P	1.912	+++	+++	+++	0	0	FEA	Actions	Euro Zone	All Cap	---	++++	---	---	---
49	BNP Paribas	BNP Invest. Resp. C	427.7	+++	+++	+++	5	5	FEA	Actions	Euro Zone	Immobiler	---	---	---	---	---
47	Amundi Créd.Agr.	Abou France C	331.5	+++	+++	+++	0	0	FEA	Actions	France	Big Cap	---	+++	---	---	++++
46	Lazard Fr	Objectif Invest. Resp. C	1.754	+++	+++	+++	0	0	FEA	Actions	Euro Zone	Big Cap	---	+++	---	---	---
45	Trusteam	Trusteam RDC Europe C	219.2	+++	+++	+++	3	3	FEA	Actions	France	Small Mid	+	++++	++++	+	---
44	Fis. Échiquier	Échiquier Major	285.5	+++	+++	+++	4	4	FEA	Actions	Europe	Big Cap/Over.	Neutre	++++	++++	Neutre	+++
42	Amundi Créd.Agr.	Abou Euroland	181.0	+++	+++	+++	0	0	FEA	Actions	Euro Zone	Big Cap	---	++++	---	---	+++
41	Natixis BPCE	Investim. Français Dynam. RC	194.7	+++	+++	+++	4	4	FEA	Actions	France	Big Cap	Neutre	+++	+++	Neutre	+
41	Odéo Meritis	Odéo Globalisation CR	503.8	+++	+++	+++	0	0	FEA	Actions	France	Small Mid	---	+++	---	---	+++
40	LBPAM Postale	LBPAM Resp. Act. Euro C	171.4	+++	---	+++	5	5	FEA	Actions	Euro Zone	Big Cap	---	++++	---	---	Neutre
40	Humanis	CNP Develop. Durable R	121.9	+++	+++	+++	0	0	FEA	Flexibles	Europe	Abouk Return	+	+++	+++	+	---
40	Natixis BPCE	Foncier Investissement RC	1.668	---	---	---	5	5	FEA	Actions	Euro Zone	Immobiler	---	+	---	---	---
39	Créd Coop Ecoki	Ecoki Enjeux Futurs C	77.53	++	++	++	4	4	Convert.	Euro Zone	Econo EDI Euro	---	+++	+	---	---	---
39	OM Arkea H-	Federal Convict. BR France P	19.84	++	++	++	0	0	FEA	Actions	France	Big Cap	---	---	---	---	---
38	Natixis Lux	Mirova Europe Life Quality RA	132.1	++	++	++	3	3	FEA	Actions	Europe	Ecologie	+	++++	++++	+	Neutre

La tendance est à la croissance pour les principaux fonds ISR européens (juin 2017)

Entretien : Eva, Analyste ESG chez Mirova



De la BNP à l'ONU, des expériences diverses pour comprendre les parties prenantes du développement et de la RSE

Peux-tu nous présenter ton parcours ?

Après une classe préparatoire, j'ai intégré l'ESCP en 2011. J'ai toujours été sensible à la problématique du développement durable, et j'avais hésité au départ entre une école de commerce et Sciences Po. Une fois à l'ESCP, j'ai essentiellement pris des cours de finance avant de partir pour deux années de césure.

D'abord, je suis rentrée chez BNP Paribas Real Estate en Fund Management. C'était de l'immobilier pur, et le début des obligations RSE (*Green Bonds* en anglais) pour les entreprises. La filiale n'était pas cotée, et n'avait donc pas d'obligations réglementaires. Cependant, toutes les entreprises de ce type commençaient à rendre des comptes à leurs investisseurs en matière RSE. J'ai donc proposé de m'en charger, et c'est devenu ma deuxième activité durant ce stage.

J'ai ensuite effectué des stages très différents. Je suis allée à l'ONU, à New-York, travailler au programme des Nations Unies pour le développement, où je suis restée un an, et j'ai décidée d'orienter ma

carrière sur des sujets de développement : plutôt développement économique et international, et plutôt côté public. Après l'ONU, j'ai rejoint le Ministère des Affaires Etrangères où j'ai travaillé avec l'économiste en chef sur la partie qui se charge de la diplomatie économique, à savoir l'insertion des entreprises françaises à l'international.

Suite à ces stages, je suis retournée à l'ESCP, finir mon parcours. Je me suis spécialisée en économie, parce que j'étais toujours intéressée par le développement. Les écoles de commerce étant très orientées entreprises, il fallait que je complète mon parcours avec des sciences sociales pour poursuivre dans cette voie. J'ai donc effectué un Master en Sciences politiques, développement et opérations internationales à La Sorbonne. Là, j'ai acquis des savoirs sur les institutions et les programmes de développement, sur et des sujets spécifiques tels que le climat.

A l'issue de ce master, je suis partie en stage dans une ONG, CCFD-Terre Solidaire, qui finance des organisations locales. Dans le cadre des échanges internationaux, un certain nombre d'organisations se retrouve à subir les mauvaises pratiques des entreprises étrangères, et on m'a donc demandé de faire un mapping des investissements français en Asie et

des différents leviers à la disposition des ONG locales – institutionnels, politiques, juridiques- pour pouvoir limiter l'impact de ces entreprises. Par exemple, une entreprise française peut s'installer au Cambodge pour la production d'hévéa, ce qui donne lieu à des déplacements de population. Mon rôle était de donner des billes aux ONG locales pour qu'elles puissent avoir des leviers d'action auprès de l'OCDE ou des administrations locales pour régler ce type de situation.

« En m'intéressant au développement de manière plus large que le secteur privé, j'ai pu comprendre à quel niveau chaque acteur de la chaîne de décision agissait »

La particularité de mon parcours est, qu'en m'intéressant au développement de manière plus large que le secteur privé, j'ai pu comprendre à quel niveau chaque acteur de la chaîne de décision - institutions internationales, Etats, la société civile - agissait. L'ensemble de ces institutions constituent des parties prenantes de l'entreprise et il faut pouvoir savoir quel est leur rôle, leurs missions, comment discuter avec elles pour pouvoir garantir la bonne conduite des affaires d'une entreprise dans un environnement donné.

Au départ, j'avais la volonté de quitter le secteur privé dans l'optique d'aider au développement du côté des institutions publiques. Je suis retournée au forum carrière de l'ESCP, ai postulé en conseil en développement durable, en finance et dans les grands groupes en RSE pure, et Mirova a été l'entreprise dont l'organisation répondait le mieux à mes attentes personnelles sur ces problématiques.

Comment se passe le processus de recrutement chez Mirova ?

En général, il y a forcément un entretien RH et avec des opérationnels. A Mirova,



ccfd-terre solidaire

CCFD - Terre Solidaire mène des actions de plaidoyer auprès des décideurs politiques et économiques français, européens et internationaux afin de les conduire à adopter des pratiques plus responsables.



NATIXIS

BEYOND BANKING

Natixis, la maison mère de Mirova, elle-même filiale du groupe BPCE.

il y avait une étude de cas : on choisissait un secteur où l'on était à l'aise et il fallait analyser une entreprise en expliquant les critères déterminants pour l'analyse. Pour se préparer, je conseille donc d'aller sur le site de Mirova, de regarder les fiches sectorielles qui permettent d'identifier par secteur les bons critères.

Dans un autre fonds, l'étude de cas consistait à rédiger une publication sur le positionnement ESG d'une entreprise. C'est une mission importante de l'analyste ESG, en buy-side et a fortiori en sell-side, et il faudra donc forcément à un moment donné tester les capacités rédactionnelles du candidat.

Dans cet exercice, l'idée est de montrer, sur un secteur donné, comment intégrer des problématiques d'ESG dans des entreprises. Il faut donc aimer écrire, se tenir au courant de l'actualité des sujets ESG, évidemment être très à l'aise en anglais, car chez Mirova nous n'écrivons qu'en anglais.

Mirova, une société de gestion aux critères ESG exigeants

Quelle est la spécificité de l'approche Mirova par rapport à d'autres fonds verts ?

Mirova est une société assez récente, qui a une dynamique s'assimilant à celle d'une startup, et un niveau d'exigence très élevé. Il y a une équipe de recherche de 12 personnes, 10 analystes encadrées par 2 responsables, qui constituent pour une société d'Asset Management une des équipes de recherche les plus larges, et chaque analyste est en charge d'un secteur et couvre l'ensemble des problématiques de ce secteur.

Il y a un niveau d'exigence dans la définition de l'univers d'investissement, qui est reconnu sur la place de Paris comme étant l'un des plus restrictifs. La particularité de notre approche est que nous fixons nos critères d'analyse à partir des objectifs

du développement durable définis par les Nations Unies. Il n'y a pas de secteur que l'on exclut par nature. Les entreprises sont analysées à travers une double grille : une grille d'analyse des opportunités et une grille d'analyse des risques.

La première permet d'analyser le niveau d'exposition d'une entreprise aux solutions du développement durable. Concrètement, nous regardons la part des revenus générée par des produits qui permettent d'accélérer la transition environnementale et plus généralement le développement durable.

« Les entreprises sont analysées à travers une double grille : une grille d'analyse des opportunités et une grille d'analyse des risques. »

Personnellement, je travaille sur le secteur IT et villes & bâtiments durables. On définit dans un premier temps ce qu'est un bâtiment durable : est-il certifié ? Est-il construit à partir de matériaux durables ? Est-il efficace sur le plan énergétique ? L'ensemble de ces paramètres définit pour nous des opportunités d'investissement. Dans chaque secteur que l'on analyse, nous regardons son business model, la part d'investissements en R&D dédiée à la recherche de solutions et la part de revenus efficaces en vue d'atteindre les objectifs du développement durable sur le revenu total.

La deuxième grille d'analyse repose sur la gestion des risques. Pareillement, pour chaque secteur et sous-secteur est défini une liste d'enjeux. Dans les bâtiments, il y a les bâtiments en tant que tels, mais aussi les gestionnaires de parcs immobiliers, les entreprises d'infrastructures qui construisent les équipements (comme Vinci ou Bouygues). Pour ces entreprises, nous regardons les risques de gouvernance, de corruption, du respect de droits de l'homme sur les chantiers. Pour des

entreprises de construction, nous regardons davantage la capacité à réduire les émissions de CO2, les matériaux : d'où est extrait le ciment ? Quels sont ses effets sur la biodiversité ? Quelle est l'optimisation de la chaîne de transport ?

Suivant le secteur donné, les entreprises se positionnent sur des problématiques différentes, et nous adaptons donc nos deux grilles en fonction de ces secteurs.

En tant qu'analystes, c'est votre travail ?

Exactement, une partie de notre travail est de lisser l'actualité du secteur. Il y a une grosse partie de recherche fondamentale, de lecture de papiers de recherches publiés soit par des institutions soit par des académiques, d'études de marché pour être au fait des lancements de produits, et de rencontres d'entreprises qui nous parlent de leurs produits. Cela nous permet de savoir ce qu'il se fait de mieux à la fois en termes de services proposés et de gestion des risques ESG inhérents à l'activité d'entreprise.

Tu travailles au sein de la division ESG, mais Mirova a différents fonds. Quelle est votre méthode d'investissement ?

Nous investissons dans différentes classes d'actifs.

Nous investissons sur les marchés, à travers des fonds soit thématiques – nous avons un fond environnement positionné dessus, un fond insertion emploi dynamique qui investit quasiment exclusivement pour la dynamique de création d'emplois en France –, soit multithématiques, qui investissent par zone géographique en respectant les critères de Mirova.

En revenant à la première grille, le critère d'opportunité défini autrement consiste à savoir si l'entreprise accélère l'atteinte des objectifs du développement durable, si elle les freine, ou si elle n'a pas d'impact. Nous avons donc cinq notations : freine très fortement, freine, sans impact, contri-



Larry Fink, PDG de Blackrock, la plus grande société de gestion d'actifs au monde, assure que tous les analystes utiliseront des critères ESG d'ici 5 ans. **Selon HSBC, 48% des entreprises et 61% des investisseurs ont déjà intégré les critères ESG à leur stratégie globale**

bue, contribue très fortement. Les fonds de Mirova peuvent investir dans les entreprises qui au minimum n'ont pas d'impact et une thématique, et nous allons essayer de maximiser nos investissements auprès d'entreprises qui contribuent ou contribuent très fortement.

Cette notation est sur toutes les classes d'actifs, et permet de définir auprès des gérants de portefeuilles l'univers d'investissement dans lesquels ils vont pouvoir piocher des valeurs pour pouvoir constituer leur portefeuille. Nous avons également une partie obligataire, où l'on achète des obligations. Un de nos fonds est ainsi uniquement dédié aux obligations vertes. Nous investissons enfin dans des projets d'infrastructures responsables via deux fonds. Le premier finance les énergies renouvelables, l'autre les infrastructures sociales qui sont le fruit de partenariats publics-privés : hôpitaux, piscines, prisons, etc. Tous ces actifs d'infrastructures répondent à une demande sociale.

Mirova appartient à un ensemble plus large, celui du groupe Natixis. Y a-t-il une différence entre les clients de Mirova et de Natixis ?

A ce stade, il est très rare d'avoir des clients uniquement dédiés à l'ISR. Natixis est détenu par BPCE, et Natixis c'est 26 affiliés, donc 26 sociétés de gestion qui proposent des stratégies d'investissement différentes. Nos clients sont souvent issus de la plateforme de distribution du groupe, et leur stratégie d'investissement est généralement diversifiée. Ils investissent une partie de leurs ressources dans des fonds quantitatifs, et une autre dans des fonds labellisés ISR comme le nôtre.

Ils sont surtout institutionnels, mais nous avons également des fonds de pension et des fonds d'épargne salarial.

Le métier d'analyste ESG au jour le jour

Par rapport à ton quotidien, quelles sont les principales missions d'un analyste ESG, et en particulier chez Mirova ?

Chez Mirova, l'équipe de recherche travaille pour l'ensemble des autres équipes. Sur chaque classe d'actifs, qu'il s'agisse d'obligations, de projets d'infrastructures ou d'actions, nous conduisons la même analyse. Enfin, nous donnons une appréciation sur le plan du développement durable aux différents gérants de portefeuilles et les aidons à définir leur univers d'investissement. Cela nous permet d'exclure certaines entreprises que l'on juge insuffisamment responsables sur ces sujets-là, et au contraire de mettre en avant des entreprises qui seraient particulièrement exemplaires.

Et comment effectuez-vous cette analyse ?

Dans un premier temps, nous identifions les enjeux pour des entreprises données dans un secteur donné, et établissons un profil d'entreprise idéal. Puis, nous étudions chaque entreprise, et analysons l'ensemble des informations disponibles - dans la presse, les rapports annuels ou les rapports d'ONG - pour identifier les différentes opportunités et la façon dont l'entreprise gère ses risques. On les rencontre également. En tant qu'investisseurs, nous avons accès aux entreprises, et nous sommes en mesure de pouvoir

leur poser des questions sur leurs produits et leurs risques.

La première phase, celle d'analyse pure, donne lieu à de l'engagement : soit une interaction par mail, au téléphone, ou en physique, où on lui fait un bilan de notre analyse, points appréciés et axes d'amélioration.

Quels sont tes interlocuteurs ?

C'est très variable, et va du chef d'entreprise, au responsable des relations investisseurs, en passant par le responsable RSE ou la direction financière. Notre panel d'interlocuteurs est large, de haut niveau, et cela fait partie des atouts du métier.

En tant qu'analyste ESG, comparez-vous les bonnes pratiques ESG avec les performances financières ?

Cela dépend, et chez Mirova c'est en train de changer. Nous analysons de plus en plus au sein de l'équipe de recherche le business model et les performances financières. Dans la plupart des sociétés de gestion, les deux sont intégrés. On devient donc contributeurs sur le plan financier, même si pour l'instant des gérants et des analystes financiers dédiés travaillent avec nous sur la valorisation financière. En revanche, nous faisons aussi l'analyse stratégique, économique et financière de l'entreprise. Il y a donc une double lecture.

« En tant qu'analyste ESG, on est également amené à faire de l'analyse stratégique, économique et financière. »

Vous agissez donc en quelque sorte comme des investisseurs activistes ?

Exactement. Enfin... pas activistes au sens de gouvernance, mais nous échangeons avec les entreprises sur les enjeux Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance, et nous allons les inciter à améliorer leurs pratiques en fonction de ce que nous considérons les meilleures pratiques du secteur.

Est-ce une fois que vous êtes rentrés au capital ou est-ce plutôt une condition *sine qua non* d'investissement ?

Cela arrive lors des émissions d'obligations, lorsque nous ne sommes pas encore rentrés au capital de l'entreprise et que les entreprises viennent nous consulter, mais cela arrive aussi qu'une entreprise vienne simplement parce que nous sommes une entreprise de référence dans l'investissement d'impact et l'ISR. Il est déjà arrivé que des entreprises viennent me voir et me demandent ce que nous regardions dans des entreprises de son secteur, et comment elles pouvaient se positionner par rapport à ces critères.

Cela peut donc arriver que l'on émette des recommandations, avec plaisir, mais de façon générale les entreprises sont plus sensibles aux avis des investisseurs. En finançant les entreprises, nous avons un levier réellement important et efficace auprès des entreprises dans l'amélioration de leurs pratiques.

Il y a donc parfois une activité de conseil ?

Oui, il y a en quelque sorte aussi une activité de conseil dans la partie d'engagement. Ce ne sera pas du conseil sur mesure, mais l'on peut répondre à des consultations et donner notre avis sur une entreprise, qui a l'obligation de mettre en action nos recommandations. Selon la pertinence de l'enjeu soulevé, nous pouvons attendre d'elle qu'elle mette rapidement en œuvre nos recommandations, dégrader leur note si ce n'est pas le cas, ou au contraire améliorer leur note finale par une bonne prise en compte de ces pratiques.

Comment identifiez-vous les opportunités d'investissement ?

Cela peut se faire de plusieurs façons. Ce sont à la fois les équipes de recherche et de gestion qui vont identifier, en fonction de leur secteur, de leur actualité, des recommandations des brokers, des opportunités

potentielles.

Pour la recherche, cela peut être de repérer des innovations dans un secteur et d'identifier les entreprises qui les appliquent, et de regarder financièrement si cela peut intéresser un gérant. À l'inverse, et c'est souvent le cas, des gérants aimeraient investir dans une entreprise et nous demandent si c'est réalisable.

Le futur des enjeux ESG

Vois-tu une évolution dans la façon dont les enjeux ESG sont perçus par les entreprises ?

Il y a une évolution très positive là-dessus. D'une part, de la part de nos clients, institutionnels ou particuliers, qui ont plus envie de placer leur argent de façon responsables. Elles sont donc plus attentives aux controverses qui peuvent toucher certaines entreprises et ne voudront pas y être associées.

« Les investisseurs ont plus envie de placer leur argent de façon responsables. »

Les premières initiatives étaient réglementaires, les Etats imposaient. L'Article 173 de la loi de transition énergétique de 2015 impose aux investisseurs une obligation de transparence sur ce qui constitue leur portefeuille d'un point de vue ESG et essentiellement environnemental. Elles doivent par exemple calculer l'empreinte carbone de leur portefeuille. Cela a donné lieu à une obligation de prise de conscience de la part des investisseurs de ce qu'il y avait dans leur portefeuille. Ces rapports sont rendus publics, donc il devient donc plus facile pour un client institutionnel qui veut être responsable, de savoir auprès de qui s'adresser en comparant les différents rapports de performances des sociétés d'asset management sur ce sujet.

« Les Etats attendent une transparence accrue des investisseurs sur ce que contient leur portefeuille. »

Cette évolution, à la fois en termes d'attentes des investisseurs institutionnels et particuliers, et réglementaire, a donné lieu à un renforcement des exigences d'un point de vue de la finance, qui se répercute sur les pratiques des entreprises. A partir du moment où nous sommes redevables, nous exigeons des entreprises dans les

quelles on investit qu'elles le soient aussi, et qu'elles nous fournissent des garanties qui vont dans ce sens.

La tendance de fond est que toutes les entreprises prennent en compte des critères d'ESG. Dans un entretien, le PDG de Blackrock expliquait que dans un avenir proche, tous les fonds intégreraient des considérations ESG, plus ou moins exigeantes, mais cela deviendrait un vrai atout différenciant. C'est vrai dans notre groupe, et plus largement sur la place financière. Mirova a la particularité d'être complètement dédié à cela, mais même sans l'être, de plus en plus de sociétés sont tentées par le fait d'avoir au moins une offre à proposer en la matière.

Et te vois-tu continuer à Mirova dans les années à venir ?

Oui, j'ai vraiment l'impression d'avoir le meilleur levier. Après, il ne faut pas être naïf, la transition écologique est un processus très long. Que ce soit des entreprises, des individus ou de l'Etat, c'est très long. Si l'on est dans l'attente d'un impact sur un temps très court, cela peut générer des frustrations. En revanche, si l'on a appris à appréhender les conditions du développement comme étant un processus long, itératif, le levier le plus grand reste du côté investisseur.

« En tant qu'investisseurs, on dispose du plus grand levier pour faire changer les choses. »

Un dernier mot pour la fin ?

J'aimerais dire que j'aime vraiment mon métier. Après avoir étudié les différents leviers dans tous les types d'organisations possibles qui permettent d'accroître la responsabilité d'une entreprise, je considère qu'en étant analyste ESG ou ISR dans une société de gestion, on a vraiment le sentiment de participer à l'amélioration des pratiques. On a une place privilégiée auprès des entreprises, l'accès à des informations qui ne sont pas forcément évidentes pour la société civile ou pour l'Etat, et un dialogue s'installe sur ses problématiques.

Interview réalisée par Heddie Trabelsi et Nicolas Multon

Entretien : Jean-Baptiste Petit, Manager Développement Durable chez PwC



Faire carrière dans le développement durable, une conviction intime

Tout d'abord, d'où vient votre intérêt pour le développement durable ?

Déjà en école (à l'École nationale supérieure des mines de Paris ndlr.), j'avais l'intuition que le monde dans lequel nous vivions n'était pas soutenable, qu'il fallait changer de modèle économique. En tant qu'ingénieur des Mines, je me suis penché sur l'environnement via les prismes des ressources et de l'énergie. C'est par ce biais que j'ai cherché à voir ce qu'il se faisait en matière de développement durable.

Au départ, je cherchais en particulier à travailler sur des enjeux environnementaux, mais l'opportunité à PwC m'a fait changer d'avis.

Y avait-il, à votre sortie d'école, beaucoup d'offres dans la voie du développement durable ?

Non, c'était vraiment une niche. Même en école (avant 2009 ndlr.), nous en entendions peu parler. Un an après ma sortie d'école, un cours sur l'Énergie et le Climat a été introduit, mais le sujet est vraiment resté marginal.

...Et cette situation a-t-elle changé aujourd'hui ?

En école, je ne peux plus me prononcer, mais à PwC, nous recevons beaucoup plus de candidatures qu'avant !

Pourquoi vous êtes-vous tourné vers le conseil ?

À la sortie d'école, j'aimais la réflexion, le fait de faire des recherches, mais également la possibilité d'approcher plusieurs secteurs, ce que permet le conseil. J'ai la possibilité de réfléchir sur des sujets in-

novants, et cela fait partie intégrante de l'ADN de PwC. C'est quelque chose qui m'intéresse beaucoup.

En tant que manager, quel est votre rôle au sein de l'équipe ?

J'encadre les missions, que ce soit administrativement, gestion d'équipe, et du développement commercial. C'est aussi au grade de manager que l'on peut développer des sujets. Le mien est l'économie circulaire, en lien avec notre réseau international et des think tanks reconnus. Il y a donc ces deux côtés, gestion de mission et développement, commercial ou de recherche académique.

Intégrer la branche conseil en développement durable de PwC

Quand peut-on intégrer la branche développement durable de PwC ?

Nous prenons des personnes dès les stages. De préférence de fin d'études, mais il est déjà arrivé que nous en prenions en césure.

Quels types de profils recherchez-vous ?

De manière générale, nous cherchons des profils qui ont certaines compétences professionnelles : rigoureuses, avec un bon relationnel et bienveillantes au quotidien. Spécifiquement, dans la branche du développement durable, sont attendues une fibre et déjà des connaissances sur le développement durable.

Pourquoi faire du conseil en développement durable ?

Ce qui me plaît dans mon métier est d'abord l'équipe avec laquelle je travaille. C'est également le fait de pouvoir partager avec le top management une vision qui soit claire et inspirante, et puis il est grati-

fiant d'avoir des relations de confiance de long terme avec certains de nos clients.

Une dernière chose de stimulante est que le pôle stratégique de PwC, où je suis depuis mes débuts, il y a 8 ans, travaille de plus en plus avec d'autres départements. De plus en plus, nous sommes amenés à travailler avec différents départements. L'évolution du sujet du développement durable fait qu'il est de plus en plus stratégique et nous pouvons donc avoir des synergies sur certaines parties de missions avec d'autres départements. J'ai également eu l'occasion de mener des missions avec des équipes internationales, puisque le sujet du développement durable est international.

Quelle est la durée des missions ?

Il n'y a pas de règle : elles peuvent aller de quelques jours à plusieurs mois, et la taille d'équipe peut grandement varier également, pour répondre au mieux aux attentes du client.

Comment évolue le métier de consultant en cabinet ?

Lorsqu'on rentre, on touche à tous les sujets, puis peu à peu l'on se spécialise sur certains types de missions : économie circulaire, droits humains, achats responsables, stratégie, mais également sur des secteurs.

Les spécificités du conseil en développement durable

Quels sujets couvrent le développement durable ?

Au-delà de la définition classique comprenant les aspects sociaux et environnementaux, la nouvelle directive européenne identifie quatre grands axes : environnemental, social, les droits de l'homme et la corruption. Dans nos missions, nous pou-

1994

fondation du département
Développement Durable de PwC
France

40

consultants Développement
Durable en France

800

consultants dans notre réseau
mondial Développement Durable
(65 pays)

vons intervenir sur l'un ou plusieurs de ces sujets à la fois. Au niveau stratégique, nous prenons forcément tous les niveaux en compte.

Quels sont les différentes missions de votre pôle ?

La branche du développement durable est structurée autour de quatre expertises : le conseil en stratégie, la gestion des opérations, les transactions et la vérification externe.

A travers le conseil en stratégie, nous conseillons des dirigeants en matière stratégique sur la problématique du développement durable. Nous les accompagnons dans la définition de leurs valeurs, des stratégies de scénarios climatiques.

Un autre pilier concerne plus les opérations, avec la mise en place d'achats responsables, la réduction de l'empreinte carbone, et la mise en place de certains programmes.

Un troisième type de mission concerne les transactions. Dans le cadre de due diligences pour des fonds ou des sociétés, et parfois lorsque des entreprises sont déjà en portefeuilles de fonds, nous intervenons pour aider les investisseurs dans les revues des sujets sociaux et environnementaux. Concrètement, nous établissons pour eux un rapport sur les critères de l'Ecologie, le Social et la Gouvernance (ESG) dans le cadre de leur due diligence. Le dernier pilier concerne la vérification d'informations. Nous vérifions les assertions des entreprises dans leurs documents de référence annuels sur des éléments extra-financiers : environnementaux, sociaux, droits humains, etc.

Lorsque vous faites du conseil auprès de la direction stratégique, à quel niveau intervenez-vous ?

Parfois directement avec COMEX, parfois avec le directeur RSE, cela dépend des enjeux de la mission.

Et comment se traduit l'accompagnement des dirigeants ?

Les missions sont variées : cela peut être de la sensibilisation à certains sujets, de la mise en place d'objectifs et de feuilles de route, positionner une entreprise par rapport à son secteur, réfléchir à sa contribution aux objectifs de développement durable des Nations Unies. Il s'agit vraiment la direction stratégie de l'entreprise !

Pour ce faire, notre approche est de comprendre l'activité de notre client, son environnement stratégique, son secteur, la matérialité des enjeux du développement durable pour elle. Car selon la taille, le secteur, les enjeux seront plus ou moins matériels.

La prise en compte des enjeux du développement durable

Remarquez-vous une évolution dans la taille du marché conscient du le développement durable ?

Le département existe depuis 25 ans, et l'on observe une forte évolution sur ces sujets depuis ce temps. Aujourd'hui, il est beaucoup plus compliqué de faire du greenwashing puisqu'il y a de plus en plus un souci de transparence, que ce soit légalement ou par la propagation d'information via les réseaux sociaux. Il devient donc compliqué pour les entreprises d'être dans une posture de façade.

Au départ, il y a 25 ans, le conseil en développement durable consistait surtout à réaliser de la vérification d'informations, à savoir la vérification d'informations extra-financières. Les réglementations continuent d'évoluer – l'an dernier, une directive européenne a mené les entreprises à communiquer sur leurs performances extra-financières – mais depuis, les missions se sont largement diversifiées.

«Aujourd'hui, il est beaucoup plus compliqué de faire du greenwashing puisqu'il y a de plus en plus un souci de transparence, que ce soit légalement ou par la propagation d'information via les réseaux sociaux».

D'autres pays sont-ils plus en avance que la France ?

Je n'ai pas forcément la vision d'ensemble, mais la France se place plutôt parmi les bons élèves de l'Union Européenne. En effet, des réglementations sont apparues au niveau national bien avant le niveau européen, et nos entreprises sont donc plutôt en avance sur plusieurs sujets. L'Europe, de façon générale, est en avance sur ces sujets-là.

Rencontrez-vous des difficultés dans vos missions, des réticences au changement ?

Il y a tout de même de moins en moins de vision court-termiste. Les freins peuvent être la mauvaise compréhension du sujet, ou le fait qu'ils n'ont pas l'approche matérielle, et notre philosophie est vraiment de ne pas avoir le même modèle pour tout le monde, une norme, mais plutôt de s'adapter à l'ADN de notre client : comprendre où il en est, son histoire, sa volonté pour co-construire une piste de réflexion et d'action.

Le développement durable, plutôt un coût ou une opportunité pour les entreprises ?

Il y a de plus en plus de réflexion sur comment valoriser économiquement les impacts sociaux et environnementaux des entreprises, des choses a priori immatérielles et pas valorisables financièrement. De plus en plus d'études cherchent par exemple à évaluer le coût indirect des émissions de CO2, afin de valoriser son coût pour l'entreprise. Des entreprises vont plus loin et y voient une opportunité.

A quoi pensez-vous en termes d'opportunités ?

Des entreprises qui s'investissent dans les communautés, à l'instar du community investment (qui consiste pour une entreprise à investir de l'argent dans des services publics afin d'améliorer la qualité de vie). Des actions qui ne visent pas directement à vendre ou à faire du profit peuvent avoir des retombées positives sur l'entreprise.

Que reste-t-il à faire dans les entreprises ?

« Demain, les entreprises devront démontrer leur impact global sur la société. »

Elles doivent arriver à mettre en place une transition globale. Un terme rend compte de cette tendance : *the license to operate*, idée abstraite selon laquelle la société civile donnerait aux entreprises des licences d'opération pour des raisons éthiques ou sociales.

On parle également beaucoup des objectifs du développement durable de l'ONU, pour lesquels les entreprises doivent de plus en plus montrer leur investissement. Demain, les entreprises devront démontrer leur impact global sur la société au-delà de leur seule activité personnelle.

Interview réalisée par Heddie Trabelsi et Nicolas Multon.

Les deux piliers du conseil en développement durable à PwC

Conseil en Stratégie

- Réalisation d'un diagnostic Stratégique Développement Durable et RSE
- Accompagnement à la définition des valeurs des entreprises
- Elaboration d'une vision RSE pour les dirigeants
- Définition d'un positionnement stratégique de la marque ou de l'entreprise
- Mise en place de programmes pour former les dirigeants
- Intégration de la RSE dans la stratégie et le positionnement sectoriel
- Analyse de l'impact du Développement Durable sur le business plan
- Définition de la stratégie et des scénarii climatiques, analyse des risques climatiques pour les actifs et investissements de l'entreprise
- Définition des stratégies d'innovation environnementale et sociale pour les offres de produits et services de l'entreprise

Conseil en Organisation

- Support opérationnel à la direction Développement Durable / RSE (management de transition et recrutement)
- Définition et accompagnement au déploiement de programmes, plans d'actions, indicateurs et outils de pilotage RSE
- Mise en place de programmes de conformité éthique, anti-corruption, droits humains, diversité, etc.
- Elaboration d'une politique d'achats responsables et contrôles des fournisseurs
- Emissions obligatoires de type Green ou Social Bonds, ingénierie financière climatique
- Analyse économique de l'impact des stratégies et actions RSE
- Evaluation de l'empreinte environnementale, économique et sociale globale de l'entreprise en termes de bénéfices et impacts pour la société
- Accompagnement dans les relations de l'entreprise avec ses investisseurs sur les questions de RSE
- Modélisation des impacts environnementaux et sociaux des produits et services (Analyses du Cycle de Vie, Eco-conception...)

Un secteur traditionnel à la loupe : Le textile permet-il des carrières éco-responsables ?

Le secteur textile, une industrie pas réputé responsable

Que ce soit socialement ou en matière de responsabilité environnementale, le textile n'a pas bonne presse. Socialement d'abord, car comme révélé par la catastrophe du Rana Plaza en 2013, les entreprises textiles qui sous-traitent à l'autre bout du monde n'ont pas forcément un contrôle sur les conditions de travail locales.

Écologique ensuite, car le textile est aujourd'hui la deuxième industrie la plus polluante dans le monde, juste après celle du pétrole : elle serait à l'origine de l'émission de 3% des émissions mondiales de CO₂, soit plus que l'ensemble des émissions du transport aérien et maritime réunis (rapport de la fondation Ellen MacArthur A new textiles economy : Redesigning fashion's future).

Tout au long de leur cycle de vie, les vêtements polluent. A ce mode de production s'ajoute le fait que la consommation a explosé : +60% de vêtements achetés en France lors des quinze dernières années. Le secteur du textile a donc des progrès à faire.

Comment l'industrie textile pollue-t-elle ?

Tous les maillons de la chaîne de l'industrie polluent :

- Les matières premières : culture des fibres naturelles, récolte, et emballage. Pour les fibres synthétiques, extraction du pétrole et transformations pour arriver jusqu'au fil.
- Fabrication : confection du tissu, fabrication du vêtement textile, avec prise en compte du transport entre chaque étape, ainsi que les déchets générés.
- Distribution : packaging des produits, transport jusqu'au lieu de vente, consommation en énergie des points de vente
- Usage : nombre de cycles de lavage, séchage et repassage etc...
- Fin de vie : incinération ou recyclage, transport associé.



Patagonia, célèbre pour ses campagnes marketing encourageant à la déconsommation.

En réaction à ce constat est née une nouvelle tendance : la mode éthique

Face à cette critique de la surconsommation, des acteurs du textile ont fait de leur positionnement la mode éthique. La mode éthique est exactement dans la veine du développement durable : recourir à des matières écologiques, biologiques ou recyclées pour réduire l'impact environnemental des produits, et respecter les principes du commerce équitable. Aux Etats-Unis, Patagonia apparaît comme la figure de proue de ce mouvement responsable, avec une image de marque clairement associée à la lutte contre le gaspillage et la protection de l'environnement depuis ses débuts, en 1972.

En France, Veja, entreprise créée en 2004 par des diplômés d'HEC et de Dauphine, est également sur ce créneau en confectionnant des baskets écologiques issues du commerce équitable. Les deux sont des acteurs B-Corp, communauté qui regroupe des entreprises dont la mission sociale est reconnue par ce label.

Et que font les grands acteurs ?

Les grands acteurs suivent le mouvement, et lancent de plus en plus d'initiatives responsables. Le cabinet Mazars notait d'ailleurs que la filière luxe, qui ne fait pas figure de précurseur pour appréhender les enjeux environnementaux et éthiques, a engagé une dynamique irréversible où les questions éthiques sont portées à l'agenda stratégiques des firmes de la filière. En témoigne les départements RSE des grands groupes français LVMH et Kering, dont le but est de limiter leur impact négatif sur l'environnement. A LVMH, l'initiative LIFE mesure la performance écologique du groupe.

Mais chez beaucoup d'entre eux, les bonnes actions publiques côtoient les caseroles. Ainsi, H&M, cité comme l'un des meilleurs acteurs en matière de transition écologique par l'ONG Textile Exchange, est aussi soupçonné d'avoir brûlé une dizaine de tonnes de vêtements invendus depuis 2013. Les acteurs traditionnels agissent donc, mais gardent encore des mauvaises habitudes.



Le champion éthique français

Leur histoire

Tout juste diplômés d'HEC et de Dauphine, François-Ghislan Morillion et Sébastien Kopp intègrent l'univers des banques d'affaires américaines. Très vite, ils déchantent : leur quotidien est tellement loin de la réalité. Après un tour du monde du développement durable, pour voir ce que faisaient les grands du CAC40, une déception. En 2005, ils décident donc de monter leur propre entreprise. Le but : montrer que l'on peut changer la donne et être rentable.

Passionnés de mode, ils décident donc de lancer leur marque de basket, face à des Nike ou Adidas qui vendent des millions de paires par an. David contre Goliath, en quelque sorte. Leur parti pris : miser sur la qualité du style et de la fabrication. Côté social, les usines brésiliennes où sont fabriquées les chaussures sont auditées régulièrement par des intervenants indépendants. Côté environnement, les matériaux sont 100% écolos : un cuir tanné sans métaux lourds, un coton bio et du caoutchouc d'Amazonie.

En 2019, quinze ans après leurs débuts, le groupe prospère, avec des bureaux en France et au Brésil. Depuis, les deux entrepreneurs ont lancé une nouvelle enseigne: Centre Commercial. Cette fois-ci,

le but est de rassembler des acteurs de la mode. Les critères à respecter : fabrication française, bio ou labellisée équitable.

Leur particularité

- Un positionnement milieu de gamme, mais en produisant de la bonne qualité.
- Pas de publicité pour proposer des baskets 5 fois plus chères à fabriquer au même prix que les grandes marques dans les magasins.
- Pas de stocks donc pas de gaspillage
- L'argent est réinvesti dans les coûts de production, avec des matières premières de meilleure qualité et de meilleures conditions de travail.
- Pour ses besoins en financement extérieur, l'entreprise se finance par la Nef ou le Crédit Coopératif, acteurs de la finance éthique qui n'ont pas de filiales dans les paradis fiscaux.

Leur chaîne de production

Les matières premières :

- Le coton est récolté selon les principes de l'agro-écologie, sans produits chimiques et pesticides.
- Le caoutchouc provient d'Amazonie, de forêts sauvages. Il est acheté plus

cher contre la garantie que les producteurs ne devront pas avoir recours à la déforestation, l'élevage de bovins ou la vente de bois pour arrondir leurs fins de mois.

- Le plastique provient d'une usine de plastique recyclé, dans le sud du Brésil.

Fabrication :

- Le cuir est tanné avec une alternative non-polluante aux métaux, des extraits d'acacia.
- Dans l'usine de Vale dos Sinos, au Sud du Brésil, les salariés bénéficient de droits de travail, ainsi que d'heures supplémentaires rémunérées décentement.

Distribution :

- Les chaussures sont acheminées en cargo du Brésil, et finissent leur trajet jusqu'à Paris en bateau.
- Une fois en France, elles sont stockées et ré-acheminées par les employés de l'association d'insertion Ateliers Sans Frontières.
- Les boîtes à chaussures sont faites avec des boîtes en carton recyclées.
- Le siège parisien est alimenté en énergie renouvelables par un fournisseur écologique: Enercoop.

Le développement durable et les start-ups : et si elles sauvaient la planète ?



Station L

A l'heure où la planète se meurt, des centaines d'entrepreneurs s'attaquent aux problèmes climatiques. Dans cet article, Station L t'emmène dans leur réalité et te présente ce qu'est une Green Startup.

Le plus grand nettoyage historique de l'océan a commencé. Nous le devons à Boyan Slat, fondateur du projet "The Ocean Cleanup", qui a seulement ... 24 ans. La talent n'attend pas le nombre des années, paraît-il. Encore une preuve que notre génération se mobilise pour résoudre les grands problèmes de notre ère; encore une preuve que les entrepreneurs sont ceux qui résolvent ces problèmes. Le développement durable n'y fait pas exception. Nombre d'initiatives, locales comme internationales, s'y attaquent. Dans cet article, Station L vous plonge dans l'univers des startups qui changent la donne climatique.

Le triple bilan des Green Startups

Les startups vertes ont une particularité : elles se confrontent à des défis supplémentaires en raison de leur triple bilan inhérent : leur responsabilité sociale, leur valeur économique et leur impact sur l'environnement. En effet, le triple bilan est l'idée qu'il est possible de diriger une organisation d'une manière qui non seulement rapporte des profits financiers, mais qui améliore aussi la vie des gens et aide la planète. Ses indicateurs de performance sont le bien apporté aux clients, les profits et la préservation de la planète. Le grand défi de ces startups est de maximiser le rendement financier ET d'agir pour le bien public. Considérez un fabricant de vêtements dont la meilleure façon de maximiser les profits est d'embaucher la main-d'œuvre la moins chère possible et d'éliminer les déchets de fabrication de la façon la plus économique possible. Les bénéfices seraient plus élevés ... Mais les conditions de travail resteraient misérables et l'environnement durablement affecté. Dans le passé, de telles pratiques étaient plus socialement acceptables. Aujourd'hui, de nombreux consomma-

teurs sont prêts à payer davantage pour des vêtements et d'autres produits si cela signifie que les travailleurs reçoivent un salaire de subsistance et que l'environnement est respecté dans le processus de production. Par exemple, la marque de vêtements Hoppaal réussit ce tour de force.

Le développement durable n'est pas une tendance

Tous les éléments convergent vers la nécessité de tourner au vert : nos besoins énergétiques augmentent avec la hausse de la population, les énergies fossiles s'épuisent, la pollution s'intensifie et la recherche par les Etats de l'indépendance énergétique accélère le passage aux énergies solaire, éolienne et géothermique. Nous vivons le commencement de ce virage écologique. L'urgence d'agir est globalement reconnue mais les Etats sont à la traîne, à l'instar des accords de Paris qui se révèlent être une coquille vide d'actions. Dans ce contexte, des entrepreneurs émergent pour s'attaquer aux problèmes et de nouvelles opportunités économiques apparaissent.

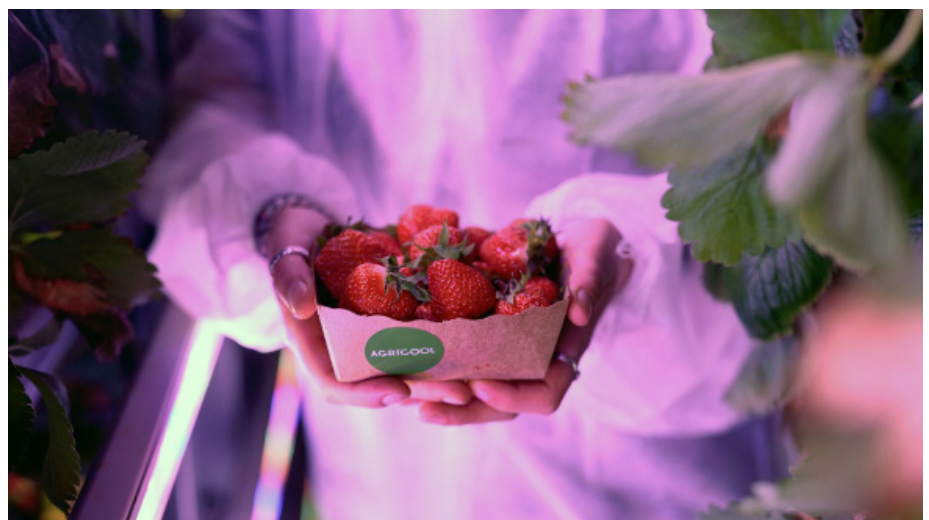
Et moi, dans tout ça ?

Si tu te sens l'âme d'un.e sauveur de planète, alors sache que tu peux faire carrière dans le développement durable. Une startup comme Agricool qui produit d'excellentes fraises, en ville, toute l'année, sans OGM ou pesticides, avec 90% moins d'eau que l'agriculture classique, incarne comment allier éthique et entrepreneuriat pour bénéficier au bien public.

Nous sommes à une époque où les problèmes n'ont jamais été aussi complexes, urgents et globaux. Les entrepreneurs s'en emparent pour tenter de les résoudre. Ce que ça veut dire pour toi ? Tout simplement qu'il y a une place pour toi si tu souhaites agir et changer la donne !

Pour en savoir plus sur comment tu peux aider des entrepreneurs (pendant tes études) à sauver la planète, rendez-vous sur StationL.co !

Simon Dautheville



Réinventer la culture de la fraise, c'est possible

L'entrepreneuriat responsable : Phenix, une start-up d'avenir



Considérée comme l'une des entreprises françaises à forte croissance à suivre en 2019, Phenix permet aux industriels de vendre leurs invendus au lieu de les jeter à la poubelle. Comment ça marche ? Quels emplois pourvoir dans ce type de start-up ?

Le principe : distribuer les invendus des industriels

Phenix est parti du principe que les déchets sont une des principales matières premières du XXI^{ème} siècle. L'entreprise a donc cherché à distribuer les invendus des grandes surfaces à des individus dans le besoin. Ainsi, Phenix parvient à donner une seconde vie aux déchets. Rien ne se perd, rien ne se jette, tout se transforme.

Pour les industriels (Carrefour, Leclerc, Franprix, Biocoop, L'Oréal...), la solution est très avantageuse. Phénix aide les distributeurs et les industriels à répondre à leurs enjeux économiques via la baisse du coût du traitement des déchets, environnementaux en réduisant leur nombre de déchets et sociaux avec la redistribution via le don alimentaire. En réduisant leur empreinte écologique, les entreprises gagnent de l'argent grâce à Phénix. Voilà un coup de pouce qui incite les entreprises de la grande distribution à s'inscrire dans une logique de développement durable.

Du côté de la demande, il y a plusieurs acteurs à qui ce système profite. Au départ, Phénix récupérait les invendus encore consommables des industriels et les distribuait à des associations caritatives (Restos du Cœur, Croix Rouge...). Mais maintenant, il y a d'autres récepteurs potentiels : les destockeurs, les acteurs du réemploi, du recyclage et de l'upcycling (action de récupérer des matériaux ou des produits dont on n'a plus l'usage pour les transformer en produits de qualité ou d'utilité supérieure). L'entreprise a fait le choix

de rendre ce service 100% gratuit. Elle demande simplement aux associations membres du réseau d'assurer les coûts de transport et de stockage des produits.

L'objectif de Phenix est de tendre vers le « zéro déchet » et une économie circulaire. Les résultats sont déjà significatifs : avec plus de 1000 clients, Phenix sauve plus 50 tonnes de déchets par jour. Dans le même style, l'application "Too Good To Go" permet à n'importe qui d'acheter les invendus de la journée des petits magasins de proximité (boulangeries, restaurants, supermarchés...) à prix cassés.

Depuis sa création, Phenix a créé plus de 1,3 milliards de repas et revalorisé plus de 15 000 tonnes de produits alimentaires.

Phenix, une start-up ambitieuse... et responsable

Créée en 2014, Phénix s'est vite développée. Trois ans après ses débuts, elle atteignait déjà 4,5 millions d'euros de chiffre d'affaires ! Avec plus de 100 personnes dans son équipe, Phenix est une aujourd'hui une *scale-up*, (= une *start-up* qui a réussi à transformer son produit innovant en business rentable) et commence à se déployer à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, au Portugal et en Espagne.

Cette ambition ne s'est pas faite au détriment de la cause. En effet, Phénix fait partie de cette nouvelle vague de start-ups se créent avec la volonté d'améliorer le monde. On assiste à un véritable mouvement d'entrepreneurs sociaux et envi-

ronnementaux, et les innovations vertes comme celle de Phénix se développent.

Quel est le business model de Phenix ?

C'est vrai, on peut se demander comment Phenix gagne de l'argent. L'entreprise propose un système de commission au succès sur les volumes gérés par son intervention. Ca veut dire quoi ?

Pour les entreprises membres du réseau Phénix, la création de valeur se situe à la fois dans l'économie réalisée par l'absence de traitement des déchets et dans les 60 % de déduction fiscale dont ils bénéficient en donnant leurs invendus aux associations. Quand un supermarché propose par exemple sur la plate-forme une palette de fromage de 100 € et qu'une association la réserve en ligne, elle peut en déduire 60 €, montant sur lequel Phenix prend une commission de 30 %. A chaque fois qu'une entreprise industrielle donne ses invendus à des associations, elle gagne donc de l'argent, mais Phenix en touche également en prenant une certaine commission pour ce service.

Phenix se rémunère aussi en facturant 3 000 € hors taxes à ses clients la mise en place de sa plate-forme. En revanche, tout est gratuit pour les associations : elles doivent juste prendre en charge la logistique. Dans ce système, tout le monde est gagnant : Phenix, les offreurs (entreprises industrielles) et les demandeurs (associations caritatives, acteurs du recyclage).



Passer de la banque d'investissement à l'entrepreneuriat qui s'inscrit dans l'économie sociale et solidaire, c'est possible

Quels emplois dans ces start-up ?

Evidemment, faire le choix de devenir entrepreneur, c'est se créer son propre emploi. Le poste de fondateur ou de président d'une entreprise est donc le premier poste à pourvoir dans une entreprise. Être entrepreneur, c'est un choix de vie. Jean Moreau (ancien de l'ESSEC), co-fondateur et président de Phenix, avait commencé sa carrière dans la grande banque d'investissement Merrill Lynch, avant de lancer Phenix et de faire un choix de carrière : celui du développement durable.

Dans une période de croissance, beaucoup d'emplois sont créés par ce type de start-up, et les étudiants qui sortent de grandes écoles de commerce sont des profils recherchés.

Chez Phenix par exemple, il y a beaucoup de postes qui s'appellent « chargé.e de projet ». Ce métier consiste notamment à concevoir un projet, à le piloter, à animer une équipe et à assurer la rentabilité de celui-ci.

Les responsables d'antenne ont aussi un rôle important car Phenix est implantée dans plusieurs villes françaises, et tous les emplois ne peuvent pas être centralisés à un seul endroit (en l'occurrence, Paris).

On retrouve également beaucoup de départements traditionnels dans ce type de start-up. Par exemple, des postes sont réservés aux ressources humaines, d'autres à la communication, d'autres ont des profils plus techniques d'ingénieurs. Beaucoup de postes de « chargé.e de développement

» existent aussi dans ces start-up. Leur rôle est de renforcer l'impact des équipes commerciales, ils sont responsables des objectifs qualitatifs et quantitatifs.

Il y a aussi des consultants qui travaillent dans ce type de start-up, et notamment des consultants spécialisés sur l'économie circulaire. Ceci montre que les scale-up ne font pas uniquement appel à des consultants extérieurs pour résoudre leurs problèmes ponctuels, mais qu'elles en ont aussi dans leurs équipes.

L'exemple de Phenix montre que l'économie sociale et solidaire n'est pas un système gratuit et non lucratif. Il est possible de gagner de l'argent en développant des modes de fonctionnement respectueux de la société et de l'environnement : ce n'est pas de l'humanitaire. Les clichés concernant ce type de projets sont faux. On peut réussir et gagner de l'argent en étant un entrepreneur social et/ou environnemental. En fait, beaucoup de métiers convoités par les étudiants d'école de commerce sont présents dans les start-up. On peut exercer le même métier, mais dans deux entreprises très différentes, mais il y a aura peut-être une entreprise dans laquelle on se sentira utile à la société.

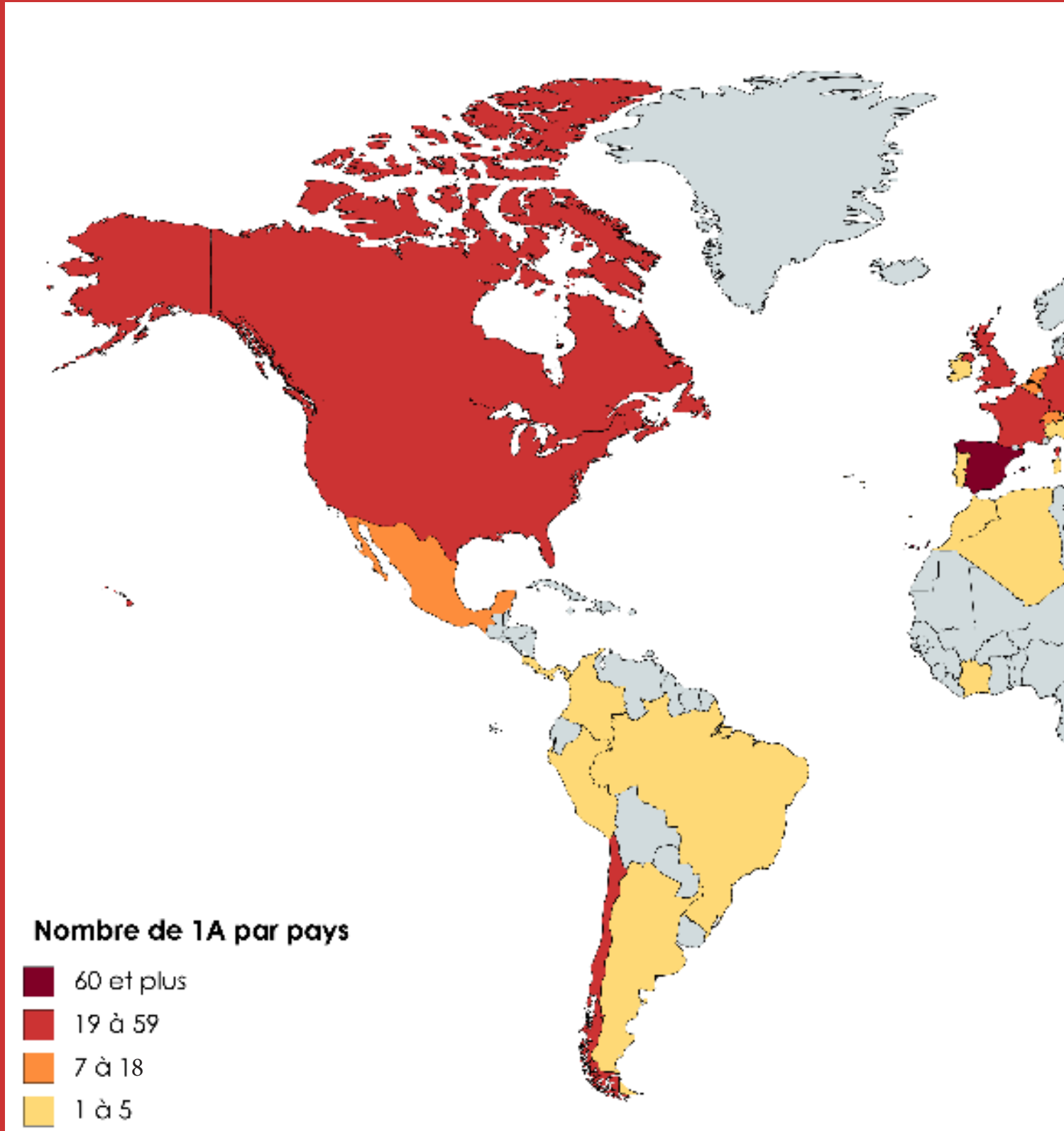
Jeunes emlyiens, à vous de jouer. Trouvez un sens dans votre carrière, lancez-vous. Vos projets et votre engagement dans des petites entreprises pourront aussi vous rendre heureux !

Article écrit par Octave Kleynjans, membre du Noise de l'emlyon

Près de 30 kilos d'aliments sont jetés par personne chaque année en France, c'est dire le potentiel de Phenix.

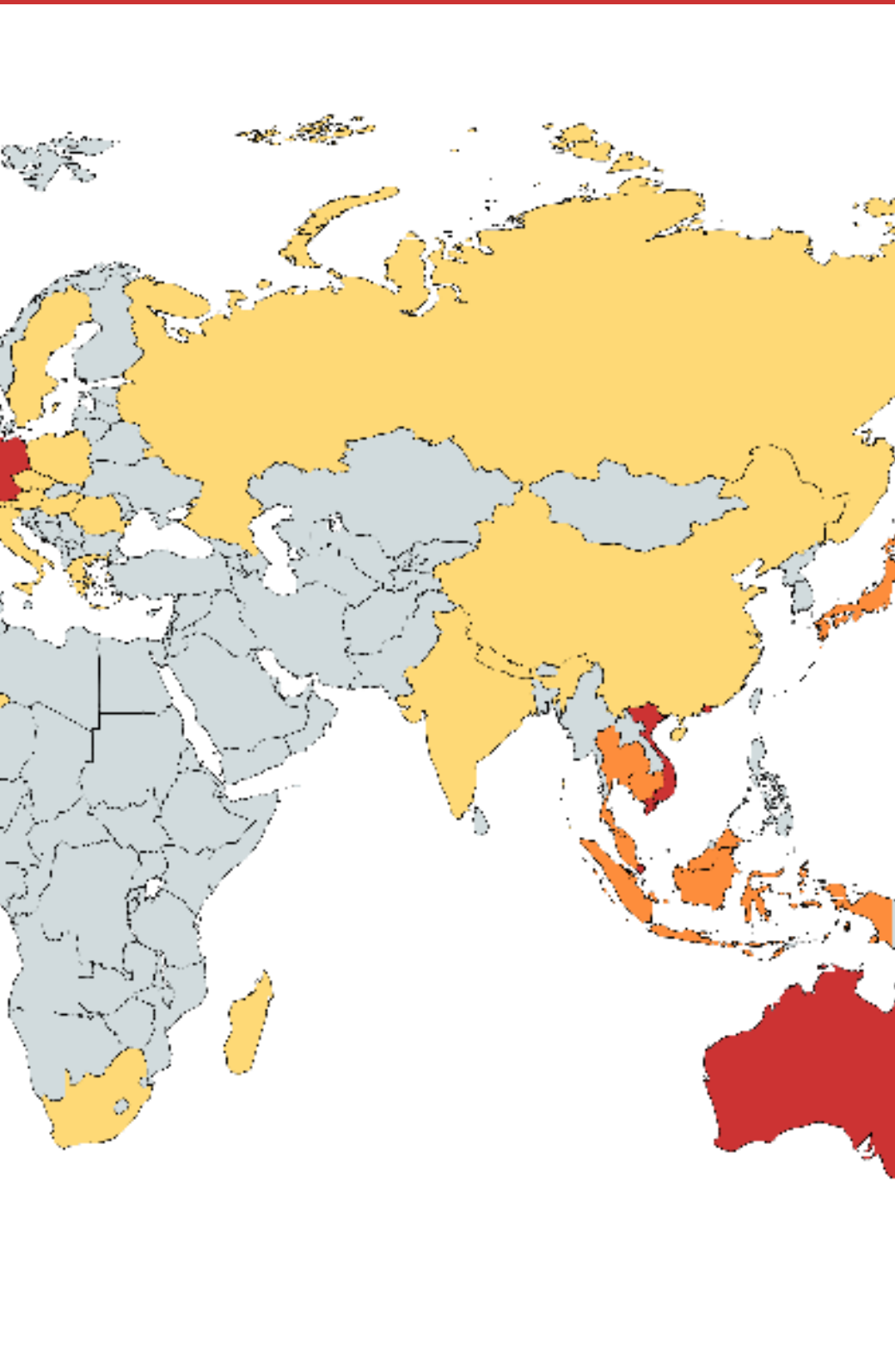


DOSSIER



La Répartition des 1A dans le monde lors de la

STAGES



Les départs en stage approchent... Tu as déjà tout trouvé et organisé ? Tu es encore en pleine recherche ? Tu n'as pas vraiment commencé tes recherches ? Dans tous les cas, ce dossier est là pour t'aider à t'organiser au mieux avant ton départ pour te permettre de tirer un maximum du stage.

Le stage c'est une aventure, c'est vivre des choses et travailler dans un autre pays, une entreprise nouvelle (cf photos: les locaux d'une entreprise d'un stage de l'année dernière). Avant d'arriver à là, encore faut il trouver son stage. Ne t'inquiètes pas, on a pensé à toi!

Dans ce dossier, tu trouveras des conseils de l'administration recueillis par Verbatem, des conseils et des retours sur expériences de 2A qui ont fini leur stage et partagent leurs expériences. D'après Isabelle Devars en 2017-2018 :

« Il y a cette barrière qui fait que 55% des stages sont rémunérés à 0€. »

Pour s'assurer que ce ne soit pas ton cas, Verbatem te propose un dossier qui t'explique :

- 22-23 Etape 1: Faire son Choix
- 24-25 Etape 2 ; Mettre toutes les chances de ton côté
- 26-27 Comment trouver & choisir ton stage en start-up

la Mission à l'International 2018

Etape 1 : Fai

Les Missions : Se poser les bonnes questions

Le stage en fin de 1er année est, pour beaucoup de 1A, la premier long stage et de plus à l'étranger. Il est donc important. Ce n'est cependant pas le dernier stage qui sera réalisé avant la fin de la scolarité à l'EM. Il y a deux approches très différentes quant à ce stage : l'approche carriériste («le stage doit faire bien sur mon CV!»), et l'approche découverte/voyage (« de toute façon j'aurai le temps de faire carrière plus tard, là je veux surtout voyager et tester des choses»). Pour rentrer dans les exemples types, ce serait la banque d'affaires à Londres d'un côté et la startup en Amérique Latine de l'autre. Que choisir?

Il n'y a pas un type de stage qui est meilleur que les autres. Il s'agit de trouver, dans la mesure du possible, le meilleur stage pour soi. C'est-à-dire le stage qui répond à tes exigences qui complète ton parcours (tant professionnel que personnel). À quoi ressemble un tel stage concrètement? Malheureusement il n'y a pas de formule magique. Tu trouveras ici quelques pistes pour t'aider dans ta réflexion et quelques exemples de stage à la fin du dossier.

Qu'est-ce-que tu veux faire plus tard ?

Si tu sais, c'est (plus) facile. Le choix du stage peut se faire de façon à être cohérente avec le projet pro. Si tu rêves de travailler un jour dans le conseil en stratégie par exemple, regarde quelles sont les expériences requises et essaye de trouver un stage qui te permet de valider certaines de ces exigences. Ca te permettra de bâtir un CV solide et d'être prêt.

Si tu ne sais pas, il faut tester quelque chose. Quels cours t'ont plu? Ca peut t'aider à trouver des pistes. Essaie soit de trouver un stage qui te permet de tester des domaines différents ou choisit un stage qui te permet de savoir de façon définitive si tu aimes un domaine ou non. Prend en compte d'autres critères comme la langue.

Le stage ce n'est pas que pour le CV. Quoi qu'il arrive, il n'y a pas de stage inutile. Même si tu choisis un stage dans un domaine qui ne te plait pas, cette expérience t'aura appris des choses. À minima, il t'aura permis de préciser ton projet pro en découvrant ce que tu n'aimes pas.

Qu'est ce que tu veux apprendre ?

Un stage, tout particulièrement un stage à l'étranger, est une expérience riche. Il s'agit d'apprendre des choses pendant ton stage: évite le stage « café/photocopie», 6 mois c'est long...

Tu peux choisir ton stage par rapport à ce que tu veux apprendre. Si tu veux te spécialiser ou acquérir des hard skills, peut-être qu'il vaut mieux privilégier les stages dans une grande structure, avec une mission claire et limitée dans son objet.

Si au contraire tu veux plutôt développer des soft skills et ta capacité à être polyvalent, la petite entreprise (ou la startup) peut être plus adapté. À côté des compétences pro, il y a beaucoup de choses qu'on peut tirer de son stage : apprendre une langue, découvrir un pays, une culture, apprendre sur soi etc.

re son Choix

La Destination : L'expérience d'Isabelle Devars, Responsable de Mission

En Europe

L'Allemagne: il y a beaucoup d'offres d'autant que les allemands ne nous considèrent pas comme des stagiaires

Les Pays scandinaves : très peu d'offres ce sont des « pays assez hermétiques » où le statut de stagiaire n'existe pas. Le coût de la vie est aussi très cher.

En Amérique

L'Amérique du Nord : il y a beaucoup d'offres sur iAgora mais il est difficile d'obtenir un visa, les entreprises sont de plus en plus réticentes pour sponsoriser les stages.

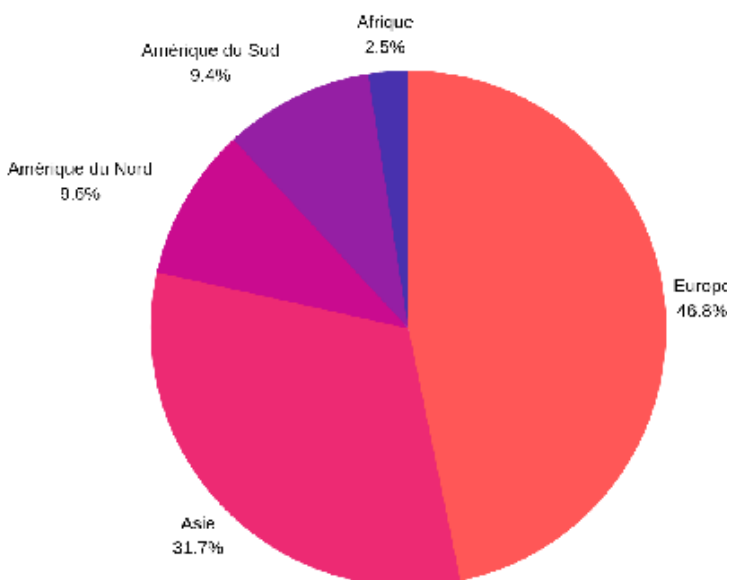
L'Amérique latine : « la vie coûte peu cher, mais vous n'êtes généralement pas payés pendant les six mois. En Amérique du Sud, c'est plus cool au niveau des conditions de travail, mais vous faites un peu de tout alors que d'autres font la même chose pendant les six mois. Ce ne sont souvent par contre pas des stages très poussés, donc il y en a pour qui ça ne correspond pas...»

En Asie et Océanie

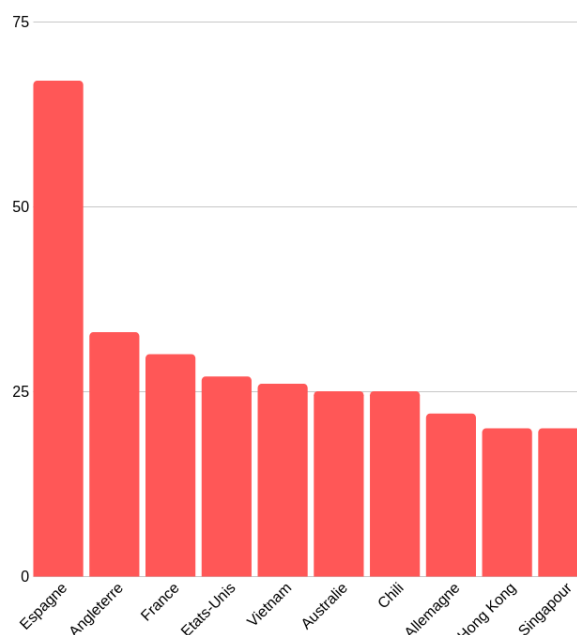
L'Asie : « L'Asie est à double-tranchant. Au niveau du Vietnam, Cambodge, ce sont surtout des petites start-ups. Il y a la barrière de la langue, la culture, donc là ça peut être valorisant pour certains. Mais pour ceux qui ne sont pas débrouillards, qui ne sont pas partis avant, ça peut être compliqué. Ils travaillent douze heures par jour, donc il faut être préparé à ça. »

L'Australie : « lieu où les stages sont valorisants. La vie y est par contre très chère. »

Répartition des Étudiants par Continent



Les 10 Destinations préférées par les Étudiants



Etape 2 : Mettre toutes

Comment améliorer son CV ?

Qu'importe le moyen utilisé, ton CV est ce qui va te permettre de te différencier: c'est pour un moyen de se présenter et de mettre en avant ses qualités. Les recruteurs vont chercher à évaluer si tu corresponds à ce qu'ils recherchent.

Le processus de recrutement

Les recruteurs cherchent des profils spécifiques pour chaque offre de stage. Pour s'assurer que les « bonnes personnes » posent leur candidature ils listent les responsabilités, les compétences et les expériences nécessaires.

Certains critères sont très concrets: des expériences pro, le type d'études etc. Il va s'agir de les faire figurer dans le CV d'une façon ou d'une autre. D'autres critères sont plus subjectifs : « Ability to work in a team and independently », dynamisme etc.). C'est difficile de montrer ce type de qualités par le CV. Ils ont donc surtout une importance pour la seconde partie du recrutement : l'entretien (ou les entretiens).

Pour avoir l'opportunité de passer des entretiens il faut déjà que ton CV soit retenu. Pour cela, il doit répondre aux critères de l'entreprise, c'est-à-dire valider un certain nombre des critères présent sur l'offre de stage.

C'est malheureusement un incontournable pour les candidatures spontanées, sur Job Teaser ou iAgora par exemple (en utilisant son réseau on peut parfois négocier, c'est l'avantage). Souvent, pour ce faire, les recruteurs utilisent des algorithmes ou emploient des stagiaires en leur donnant des consignes très précises : ne retenir que les CV avec telle ou telle expérience (ex : expérience en banque d'investissement requise). On ne peut donc pas passer outre. Il faut rentrer dans le moule

Rentrer dans le moule

Il y a souvent des expériences prérequis pour être retenu. Si on a une telle expérience tant mieux, sinon, il y a quelques astuces à ne pas rater pour compléter son CV et faire figurer une

expérience «équivalente» (ou du moins suffisamment convaincante pour que ton CV soit retenu). La scolarité à l'EM présente un certain nombre de projets, d'expériences (les travaux de groupe qui donnent tellement envie...). Ils peuvent être utilisés pour valider certains des prérequis pour trouver un stage. Voici quelques exemples.

Les projets

Utiliser RECAPPS pour trouver un stage de ...

- recherche quantitative et qualitative
- étude et analyse des données
- sciences sociales → côté RH
- gestion de projet / gestion d'équipe
- «Detail-oriented, with exceptional organizational skills»

PCE peut servir dans un très grand nombre de cas suivant sur quelle partie du projet on insiste :

- expérience entrepreneuriale
- expérience de contrôle de gestion (les comptes de l'entreprise)
- réalisation de campagne marketing (digital ?)
- études de marché
- «leadership skills »

Les cours

Listes les cours suivis en priorité s'ils sont en lien avec le stage recherché. Ca ne sert pas à grand chose de dire qu'on a fait un cours de consumer intelligence si le stage est en contrôle de gestion.

Au lieu de faire la liste exhaustive des cours, mieux vaut ne mentionner que ceux qui sont pertinents pour donner l'impression que ton parcours est spécialement dédié à ce type de carrière. D'autant plus que beaucoup d'offres de stage utilisent ce genre de formules: «Studying towards a degree in economics, marketing or a similar relevant field» (KPMG, internship markets, Luxembourg).

Ce sont des exemples. Il s'agit de personnaliser son CV par rapport à ce qu'on a fait, sans tout inventer, mais en enjolivant certains points : « fake it until you make it »...

Suivant le même principe, n'hésite pas à mettre en valeur tes expériences

associatives les plus professionnalisantes.

Se différencier

Une fois retenu au premier « tri » des CV, il faut également se différencier: avoir quelque chose que les autres n'ont pas. Même principe, il faut utiliser ce qu'on a. Ce n'est pas facile parce qu'il ne suffit pas d'utiliser les expériences à l'EM car elles ne permettent pas nécessairement de se différencier par rapport aux autres étudiants de l'EM. C'est très difficile de se différencier. D'où la nécessité de postuler à un grand nombre d'offres de stage. Les recruteurs ont une idée plus ou moins arrêtée de ce qu'ils cherchent et la concurrence est rude, surtout pour certains type de stages.

Multiplier les candidatures tout en les personnalisant le plus possible c'est long, laborieux et parfois déprimant, mais c'est inévitable. Tout le monde passe par là, et il suffit d'un ou deux « oui » pour que toute l'expérience vaille le coup, qu'importe le nombre de refus. Comme dirait l'EM : «do, undo, redo »...

L'expérience d'Isabelle Devars en matière de Mission Pre-master

L'EM met à disposition deux bases de données pour trouver un stage: Job teaser (career center) et iAgora (principalement pour les stages en Europe)

« Certaines entreprises ne prennent pas la peine de mettre leurs offres en ligne, et ce sont les anciens stagiaires qui sont chargés de trouver un remplaçant.»

« Parfois, les bonnes offres tombent tard. Et après, les étudiants se retrouvent avec deux stages. »

Utiliser Vmock pour améliorer son CV
Sur Job teaser il n'y a pas que des offres de stages, il y a la liste des événements dédiés à la recherche de stage, des conseils et des Lives organisés par des entreprises .

« En première année, c'est un peu compliqué de trouver par LinkedIn. Bien souvent, le cv est très scolaire. C'est un peu plus facile pour ceux qui sont déjà allés à l'étranger. »

les chances de son côté

Les entretiens

Chaque type de stage a ses exigences propres quant à l'entretien; il est donc difficile de généraliser. Il y a cependant quelques conseils utiles. Au stade de l'entretien, les recruteurs cherchent parfois à tester des compétences techniques (les questions de finance par exemple) ou demandent de faire une étude de cas avant l'entretien. Ce n'est pas tout le temps le cas et même si c'est le cas, ce type d'entretien est suivi d'un autre entretien où les recruteurs vont chercher à voir si la personne (toi) est compatible avec l'entreprise et le poste ne question. Voici quelques conseils pour montrer sa motivation et donner envie aux recruteurs.

Bien connaître l'entreprise

Apprends tout ce que tu peux de l'entreprise et si possible du recruteur ou du maître de stage, avant l'entretien (site de l'entreprise, linkedin etc.). Ca montre que tu es vraiment intéressé, que tu vas au bout des choses, ce qui est valorisé et te permet d'amener l'entretien sur un sujet que tu connais bien. Cela peut te permettre de limiter les questions pièges et éviter trop de questions sur toi où tu n'auras pas forcément grand chose à dire. En parlant de tes expériences perso ou pro tu pourra rebondir sur ta connaissance de l'entreprise : « j'ai fait X chez Y, ça m'a appris Z et d'ailleurs j'ai vu que dans votre entreprise vous faisiez X aussi je pourrais donc employer les compétences Z. »

Savoir ce que l'on cherche

En plus, ça fait très plaisir à ton interlocuteur, surtout si tu sais ce qu'il ou elle fait. Ca te permet aussi de t'assurer que le stage te correspond et va te permettre de poser toi aussi des questions quant au libellé du stage. Ce n'est pas mal vu généralement, au contraire, ça montre encore une fois que tu t'intéresses à ce que tu fais et que tu t'efforces de bien faire les choses. Assure toi que le stage te correspond et te conviens. L'entretien peut être le moment où tu te rends compte que le stage n'est pas ce que tu recherches: garde les yeux (et surtout les oreilles) ouvert(es).

Bien comprendre les attentes

À partir du stade des entretiens, tous les interlocuteurs sont humains. Savoir un bon feeling avec ces personnes peut être l'élément déterminant qui te permettra de te distinguer des autres et d'obtenir ton stage. Il faut comprendre ce que tes interlocuteurs attendent de toi. Voici par exemple ce que pense Manon Dufour suite à son entretien:

« Je pense que dans une start-up ou une petite boîte, tu peux être sincère mais dans une grande boîte, ils s'intéressent surtout au fait que tu puisses faire de gros horaires. Je pense que c'était vraiment important dans cet entretien d'être authentique. »

Comment finir son entretien

Comment finir son entretien? Qu'il te le demande ou pas, c'est souvent bien de poser une question à un moment ou un autre, surtout à la fin. Outre les questions sur le fonctionnement de l'entreprise ou sur le déroulement du stage, il peut être pertinent de finir l'entretien en demandant ce que tu pourrais faire d'ici le stage pour t'y préparer au mieux. Ça montre encore une fois que tu es quelqu'un de dynamique, qui connaît certes ses points forts, mais qui est prêt à faire des efforts là où c'est nécessaire. Cela peut laisser une bonne impression et peut également te permettre de savoir sur quels points tu pourrais progresser, ce sera probablement utile pour la suite de tes recherches.

Après l'entretien

Dans la même logique, il est bon de demander du feedback si jamais l'entreprise ne te retient pas pour le stage. Ca ne coûte rien (il n'y a plus d'enjeux) et ça te permet de garder des bonnes relations avec l'entreprise en question. Si jamais ils te disent A, B, C c'était bien mais il te manque D et tu as fait deux erreurs X et Y, tu peux apprendre sur le moment et éventuellement les recontacter pour une recherche de stage future en disant maintenant que : « j'ai D et que j'ai approfondi mes connaissances et suis toujours intéressé par votre entreprise »

Les retours d'expérience sur les entretiens


Manon Dufour, Conseil en management à «Esprit de Corps», Montréal

« On ne m'a pas demandé mes skills à proprement parler, ils ont vraiment essayé de savoir quelle était ma personnalité et si je pouvais correspondre à l'entreprise dans laquelle j'allais travailler. Pour un premier stage, c'est ça qui est vraiment important car ils savent qu'on arrive avec très peu de formation, ils veulent donc savoir s'ils vont pouvoir tirer quelque chose de ma personnalité, si j'ai l'envie, si je vais m'investir, si je n'ai pas peur de mettre les mains dans le cambouis car nous faisons des choses sympas et des choses moins dans cette petite entreprise. (...) Le manager m'a demandé quel était mon défaut et il m'a demandé vraiment de la sincérité car s'il s'apercevait dans 2 mois que j'avais menti, je serais virée. Et là, tourner une qualité en défaut, ce n'était vraiment pas le truc à faire. »

Paul de Villartay, Courtier en entreprise

« Pour les entretiens, j'ai d'abord eu un entretien de 40 min avec la RH. Ca c'est bien passé, une femme très gentille, elle me demandait quels sont mes motivations, quel est mon parcours etc... A la suite de ça, j'avais eu un entretien avec le directeur Europe de la salle des marchés, donc lui il a essayé de me tester sur les compétences un petit peu techniques mais rien de très compliqué. Par rapport au stage, il teste un peu mes capacités avec les pourcentages. Ensuite, quelques questions d'actualités : qu'est ce qui m'avait marqué sur l'actualité financière des derniers mois par exemple. L'entretien c'est aussi un vrai test d'aisance à l'oral. Ils écoutent ta voix, ils essaient de te déstabiliser tu vois. Par exemple quand il posait une question en math, du genre « si je prends 2% de spread sur un dollar à 1,20..., » une question facile tu vois, donc tu réponds et lui il dit « vous êtes sur ? » pour essayer de voir un petit peu si tu bégayes, s'il le sent au téléphone. Moi ça s'est bien passé. »

*Article réalisé par Thomas Khelifi
le-m-verbatim.fr | Le M | 25*



Entrepreneuriat, comment choisir son stage ?

Réponses de Sylvain Bourrier, Professeur à l'emlyon et PDG de Weavup

Widobobiz
Entrepreneurs & Startups

Quand on veut faire une carrière dans la finance ou le conseil, les stages à rechercher sont souvent évidents, dès lors que l'on sait ce qu'on veut faire plus tard. Quid de l'entrepreneuriat ? Sylvain Bourrier, professeur de PCE à l'emlyon et CEO de WEAVUP, nous a aidé à décrypter les éléments clés qui permettront aux aspirants entrepreneurs de tirer le maximum de profit de leur stage.

Quel type de stage conseillez-vous de faire lorsque l'on veut devenir entrepreneur ?

« Il y a deux choix : le premier, ce serait de dire j'essaie de créer ma boîte, mais je ne sais pas si c'est accepté dans le cadre des stages que vous devez faire. Dans ce cadre-là, il faut essayer de créer sa boîte, en testant dans un incubateur une idée qu'on a eue, ou un projet PCE.

Le deuxième, c'est travailler dans une boîte, pour un entrepreneur, afin d'apprendre les bonnes pratiques de cette entreprise. Et là encore, il y a deux choix qui s'offrent : soit je sais déjà quel genre de start-up je veux créer, et dans ce cas j'essaie de prendre une boîte qui lui ressemble, afin d'analyser le marché. Pourquoi ne pas travailler chez un concurrent également. Soit je ne sais pas, et j'ai envie de découvrir le monde de l'entrepreneuriat. Il faut alors essayer de voir quelle sont ses appétences : ai-je envie de travailler dans une start-up sur le numérique, dans la production, ai-je besoin d'une forte dimension sociale... là, c'est vraiment ce qui nous porte au cœur : autant travailler dans des choses qu'on aime.

Maintenant, il va y avoir la question de quelle boîte je vais contacter pour essayer de faire un stage chez eux. Le choix va beaucoup dépendre de l'intuition personnelle : l'entrepreneur est primordial dans

l'ADN de la boîte. Il faut se demander si l'on veut rejoindre des gens qui sont dans le process de création de l'entreprise pour savoir comment créer une entreprise, ou des gens qui ont déjà créé leur entreprise qui est déjà rentable afin d'être dans un axe de développement de l'entreprise. Et puis enfin, il y a les start-ups qui ont déjà validé leur business model et qui cherchent une stratégie de croissance différenciée. »

Dans tous les cas, il faut absolument faire un stage en start-up, ou y a-t-il des avantages à rejoindre un grand groupe ?

« C'est certain, sauf si on a déjà une idée en tête et qu'on veut vendre à ce groupe. On va donc essayer de faire un stage dans le groupe qui pourrait nous acheter.

Il y a encore un dernier axe qu'on n'a pas évoqué. Il ne concerne ni les stages en start-up, ni ceux en grands groupes, mais les structures d'accompagnement de start-ups : incubateurs, accélérateurs, structures d'intraprenariat, lieux dédiés à l'entrepreneuriat, etc. »

De nombreux étudiants pensent à faire une carrière dans la finance ou dans le conseil, et ensuite lancer leur boîte. Y a-t-il un secteur qui serait plus utile qu'un autre ?

« C'est ce que j'ai fait. Et non, très clairement, moi je conseille toujours aux

étudiants de se lancer maintenant, car vous n'avez rien à perdre. Vous ne prenez pas de risques, vous êtes encore étudiants et vous avez tout à gagner. En revanche, orientez-vous plutôt BtoC, car en général votre réseau est plutôt là-dessus. Quand on a déjà un réseau professionnel, on peut essayer de capitaliser sur ce réseau pour lancer une boîte dans un domaine qu'on connaît bien. »

On entend également beaucoup parler de l'intraprenariat depuis quelques temps. Qu'est-ce que c'est concrètement ?

« En général, l'intraprenariat s'adresse à des professionnels de l'entreprise qui ont un certain nombre d'années dans l'entreprise. Et plutôt que de les laisser partir, on va leur proposer de faire un projet en interne s'il est pertinent, ce qui vous permettra de vous faire votre petit plaisir entrepreneurial sans prendre de risques. C'est très prisé par les salariés d'entreprises qui en ont marre du train-train quotidien. En stage, vous ne le ferez pas, car ce n'est donné qu'aux personnes expérimentées : on va leur dire « Tiens, c'est ton projet, tu t'en occupes ». Dans 80% des cas, ce n'est proposé que pour attirer la personne en entretien. De toutes les manières, il faut absolument connaître la posture entrepreneuriale pour pouvoir l'appliquer en intraprenariat. »

Cette interview s'adresse aux étudiants de première ou deuxième année qui cherchent encore à s'orienter, mais aussi à ceux qui s'apprentent à faire leur stage de fin d'études. Que leur conseillez-vous ?

« Ça dépend de ce qu'on aime. Est-ce qu'on veut être entrepreneur, ou est-ce qu'on veut travailler dans l'entrepreneuriat ? Ce n'est pas la même chose. Si on veut travailler dans un secteur entrepreneurial, il faut faire un stage de pré-embauche, dans une boîte qui fait un bon chiffre d'affaires et qui est capable de recruter ensuite, parce que le critère important, c'est est-ce qu'ils ont l'intention de tenir le poste à la fin du stage ? Est-ce que c'est être payé moins cher en attendant qu'ils se développent pour pouvoir le faire ? Parfois, les étudiants disent que les entrepreneurs sont des menteurs parce qu'ils disaient qu'ils vont les embaucher alors que finalement non. C'est juste qu'ils n'en ont pas la capacité, s'ils le pouvaient ils le feraient. En tant que stagiaire, on prend le risque de ne pas être recruté ou payé à la fin du mois.

Si on a envie d'être entrepreneur en fin d'études, il faut se lancer tout de suite. C'est possible de créer sa boîte pendant un stage de fin d'études, mais je n'en vois pas l'intérêt et il vaut mieux mettre toute son énergie dessus. »

En effet, les salaires sont souvent bas en start-up, voire inexistantes...

« Ça dépend de ce qu'on va chercher. Si on cherche des sous, il ne faut pas aller en start-up et en entrepreneuriat. Ce n'est pas fait pour être millionnaire. La moyenne d'âge d'un entrepreneur est de 42 ans, donc c'est loin du cliché du jeune étudiant qui monte sa boîte. Quand on a une bonne carrière et un bon réseau, on peut capitaliser dessus. »

Et sur quoi peut-on se baser pour se vendre en entretien ?

« Ça va dépendre. Si tu es en première année, ça va être plus difficile. Ce que recherche la start-up à mon sens, c'est l'autonomie. Or les 1A sont rarement autonomes, et ça veut dire que si on est recruté, on va faire des tâches qui ne sont pas à haute valeur ajoutée. En revanche, on fera des tâches beaucoup plus variées que si l'on était dans une autre entreprise où l'on aurait fait trois tâches similaires pendant tout le stage. La personne doit faire les choses même si elle n'a pas les



compétences ; ce n'est pas bien grave car l'entrepreneur ne les a pas non plus. Forcément, s'il y a deux trois personnes au démarrage, même douze, elles feront le métier du triple de personnes qu'il pourrait y avoir.

Dans la réalité des choses, tous les entrepreneurs font des choses qu'ils ne savent pas bien faire. Ce qui va vraiment faire la différence en école de commerce, c'est le relationnel, la capacité à rédiger – car aujourd'hui c'est un problème dans les écoles de commerce, au niveau de la rédaction. Il ne faut pas hésiter à se montrer sympathique, ouvert aux gens et prendre les critiques de manière positive, et surtout être des makers dans le sens réel du terme : je prends un truc, je le réalise très rapidement (en une journée ou en une semaine). Le gros avantage en entrepreneuriat, c'est que l'on va voir la réalisation de ses projets, contrairement à des stages dans de grandes entreprises où on ne verra jamais ce que notre travail a fait, sauf si l'on retourne plus tard dans la boîte ou si l'on pose la question. »

Les 1A venant de prépa doivent obligatoirement faire un stage à l'étranger cette année. Y a-t-il des pays que vous conseillerez plus que d'autres si l'on veut par la suite entreprendre en France ?

« C'est pareil partout. Le marché sera différent, mais l'entrepreneuriat sera toujours pareil. Si tu vas en Afrique et que tu aides à créer une nouvelle plateforme d'extraction d'énergies fossiles, c'est l'entrepreneuriat qui va faire la différence. Il y a également la possibilité de faire un stage dans une entreprise française implantée à l'étranger, où la seule différence qu'il y aura sera l'environnement. »

Pour terminer, vous avez dit que l'un des avantages de travailler en start-up est que l'on peut voir rapidement les conséquences de nos actions. Quels autres avantages y a-t-il, et quels sont les inconvénients ?

« Le gros hic, c'est les sous. Si on a besoin de sous, ça va être délicat, surtout pour des start-ups qui ont peu d'argent. Si l'on

est prêt à faire impasse là-dessus – je sais que ce n'est pas politiquement correct car un stagiaire doit être rémunéré, et il y a toujours des arrangements à trouver. Si on fait un stage chez EY par exemple, on va être payé entre 1300 et 1400 euros par mois, alors qu'en start-up, on aura le minimum légal, voire pas, et ça fait la différence. Après, ce sont des conditions étudiantes et à priori, ça sera moins important pour certains.

Le deuxième hic, c'est que si l'on veut aller dans des grosses boîtes après, on n'aura pas le « tampon grosse boîte », et c'est souvent demandé.

Les avantages sont l'autonomie, car l'on est responsable de ce qu'on fait et ça n'arrive jamais en grande entreprise ; on pourra alors être fier de ce que l'on fait. L'apprentissage rapide, il faut être capable de le faire, mais on va toucher à plusieurs métiers différents. Il ne faut pas avoir peur du poste Assistant of the CEO : on va certes être touche-à-tout, mais on va voir tout ce qui se passe dans la boîte. »

Enfin, afin d'avoir des éléments plus concrets, pourriez-vous nous dire quels sont les axes de recrutement de stagiaires à WEAVUP ?

« Il y en a plusieurs : être le bras droit du CEO, c'est-à-dire l'accompagner sur tous les axes de développement de l'entreprise. En marketing, il s'agira de travailler sur l'acquisition et la qualification de leads comme l'automation et le growth hacking. Enfin, il y a également un axe de business development, où il faudra faire de la prospection, de l'événementiel, de la communication et de la relation clients. »

Article rédigé par Azzedine Hassena

Note :

Weavup est une application privée qui dynamise l'animation de votre communauté dans la vie réelle, au quotidien ou lors d'événements. WEAVUP permet de tisser de relations de qualité en toute confidentialité, entre participants à un événement, entre collègues ou membres de clubs et associations. Grâce à son intelligence artificielle et ses fonctionnalités de mise en relation, elle transforme votre référentiel membre en un activateur d'opportunités entre personnes qualifiées.

Entrepreneuriat : Comment choisir son stage ? Les conseils de Station L



Station L

L'ENTREPRENEURIAT EST UNE CARRIÈRE

Beaucoup de gens ne le comprennent pas, mais Simon est unanime : « L'entrepreneuriat est une carrière, parce qu'il n'arrive jamais – ou très rarement – qu'une personne réussisse avec la première boîte qu'elle a lancée. Il n'y a personne qui cartonne du premier coup. On croit que tout le monde peut le faire, que c'est facile, mais c'est faux. C'est complètement faux. La seule chose qui est vraie, c'est que les barrières à l'accès n'ont jamais été aussi faibles : les ressources éducatives, les gens et les moyens de financement sont là.

PICK A BOSS

Pour Simon, choisir une start-up où faire son stage, c'est choisir un boss avec qui travailler. « Il faut cerner l'ambition du projet. En start-up, ta réussite est corrélée à ta rapidité d'apprentissage. Pour progresser rapidement, il faut trouver le bon boss, celui qui se comportera comme un mentor : ça permettra d'être plus serein. En start-up, tu peux rencontrer ton boss, et c'est lui qui compte. C'est très important d'avoir échangé avec les supérieurs sur les ambitions, les valeurs et la logique de l'entreprise. Ce qui fera la différence, ce sera ton équipe : tu te rappelleras de ton expérience en stage comme étant bonne ou mauvaise en fonction de l'équipe avec laquelle tu as évolué. »

Comment savoir si son boss nous convient ? « En entretien, on te demande de te présenter, mais tu peux aussi demander à ton boss de se présenter. L'entretien sera révélateur : s'ils ne sont pas méticuleux, ne te posent pas de questions pour te tester et ne cherchent pas à savoir qui tu es et ce que tu as fait, ça témoigne d'un manque de sérieux et il vaut mieux arrêter là. Si l'entretien est trop facile, il faut se méfier. »

SAVOIR SE VENDRE

« On entend souvent que les étudiants ont

des salaires bas en start-up, mais la vérité est qu'ils ne se vendent peut-être pas assez en entretien. Tu as de la valeur. Quand tu as les soft skills et les hard skills qu'ils recherchent, tu peux faire jouer la concurrence. Sur ce marché-là, il y a beaucoup plus de leviers que dans des stages en grands groupes, car le premier problème des start-ups est le recrutement : tu peux et tu dois te faire désirer. Montre que tu as une capacité à travailler en autonomie, car tu seras vraiment responsabilisé en start-up. Deux choses essentielles : savoir vendre que tu peux prendre des responsabilités et que tu as une capacité d'apprentissage importante et rapide, car tu vas mettre un mois à te familiariser avec la start-up, et c'est du temps perdu pour elle car un mois, c'est énorme dans sa vie. Donc montre que tu apprends vite, que tu es autonome, et prouve-le en détaillant tes expériences, car ils les vérifient. »

FINANCE : SE DIRIGER VERS LES FINTECHS

Les fintechs sont des entreprises, généralement des start-ups, qui évoluent dans le secteur de l'innovation technologique applicable aux services financiers et bancaires. Elles ont donc une approche disruptive de l'univers de la banque, de la finance et de l'assurance. (Définition : www.banques-en-ligne.fr). Si l'on veut travailler dans la finance, elles peuvent être un Eldorado selon Station L.

« Si tu veux t'orienter vers la finance, alors l'intraprenariat peut être très intéressant, avec pour objectif de développer une boîte qui va « tuer » la maison mère. Il faut arriver à tuer ta boîte, sinon quelqu'un le fera à ta place. A Goldman Sachs, les software engineers reçoivent des primes de 10 millions d'euros lorsqu'ils arrivent à supprimer un poste dont le salaire est de 350.000€ par an. Leur objectif, c'est de tout automatiser et de supprimer les métiers traditionnels. Donc si tu as envie de faire de la finance, je te conseille de faire du développement et des algorithmes en parallèle, et pour ça rien de mieux que d'aller

travailler dans des fintechs. »

LE MARKETING : ATTENTION À LA COMM'

Le marketing et la communication sont souvent liés, et selon le type d'entreprise dans lequel on travaille, ils peuvent parfois être confondus. Explications de Station L : « Quand on veut travailler dans le marketing, deux choix s'offrent à nous. Soit on veut faire du branding sur la Madison Avenue pour des grands groupes, mais dans ce cas on fera plutôt de la communication institutionnelle. Soit tu vas en start-up, faire du marketing qui te permet directement de toucher aux ventes.

En marketing, on va pratiquer, construire des stratégies d'acquisition, (parler au client, créer du contenu,) apprendre à utiliser des outils, et tout ça en quelques mois. Ça donne une valeur considérable pour la suite.

SE FORMER & SE DIFFÉRENCIER

« Comme conseil aux étudiants en fin d'études qui envisagent de créer leur entreprise (startup), je leur dirais d'aller faire des formations, comme la formation LION de The Family (pour construire sa carrière comme super-employé en startup), ou la piscine de l'école 42 (pour comprendre suffisamment la tech et les développeurs). Ça permet d'acquérir de solides bases, de comprendre les processus de fonctionnement d'une entreprise. À partir du moment où tu maîtrises des compétences rares et précieuses, tu peux t'offrir une vie rare et précieuse.

Enfin, dernier conseil mais non le moindre : créez votre portfolio. Si vous avez participé à des projets, faites un article Medium où vous les détaillez. Montrez ce que vous savez faire. C'est un conseil qui est valable pour n'importe quel stage : il faut être entreprenant. Pas entrepreneur, mais prendre des initiatives. »

Article rédigé par Azzedine Hassena

Faire son stage dans l'Économie Sociale et Solidaire, Les retours de deux membres du NOISE



Alice et Lucie, deux membres du mandat 2019 du NOISE, nous racontent leur stage pré-master, effectué dans des associations de l'économie sociale et solidaire.



En quoi votre stage est-il Noisy*?

Alice :

Zero Waste Saigon est une organisation qui sensibilise la population aux problèmes liés à l'utilisation de plastique et qui aide à réduire son utilisation. Nos missions étaient B2B et B2C. Dans le domaine B2B, nous travaillions avec des bars et restaurants pour les aider à trouver des alternatives au plastique en leur vendant des pailles faites à partir d'herbe par exemple.

Nous avons une boutique de produits sans plastique et zéro déchet, qui nous permettait de financer d'autres projets, comme un programme d'éducation à travers lequel nous allions parler du problème du plastique avec les enfants directement dans les écoles. Nous avons aussi travaillé

avec des artistes afin d'atteindre un plus large public. Par exemple, nous avons travaillé avec une Youtubeuse vietnamienne renommée afin de créer une beauty box 100% naturelle et sans plastique. Grâce à un groupe Facebook très actif, nous faisons en sorte de sensibiliser et de montrer les solutions qui existent déjà.

Au bureau, ma manageuse avait acheté des gourdes en inox et des tupperware pour tout le monde, et nous évitions de venir avec des bouteilles en plastique ou notre déjeuner à emporter enveloppé dans du plastique.

J'ai appris énormément de choses grâce à ce stage, notamment l'ampleur du problème du plastique, et des déchets en général, pour l'environnement.

Lucie :

J'étais dans une petite ONG, Archipelagos, en Grèce, à Samos, une île proche de la Turquie. C'est un institut qui fait de la recherche marine, et qui sensibilise les îles de la mer Egée à l'impact de l'activité humaine sur la biodiversité marine.

Je m'occupais de la communication de cette ONG, et in fine, de sa manière de convaincre les communautés locales de changer certaines de leurs pratiques et limiter leurs impacts négatifs sur l'environnement. C'est un travail d'analyse de la situation économique, sociale et sociétale de la Grèce et de ses îles.

Asian Ugly



L'Asie du Sud-Est est responsable de plus de la moitié de la pollution de plastique dans les océans.

Pourquoi un stage Noisy*?

Alice :

Mon cas est un peu particulier car j'ai changé de stage en cours de route. Comme cela se passait assez mal dans ma première entreprise, j'ai commencé à chercher d'autres opportunités. Je me suis dit que, tant qu'à faire, autant trouver un stage dans un domaine qui me plaisait, d'autant plus qu'étant au Vietnam, j'étais assez choquée de l'absence de conscience environnementale. J'avais essayé de chercher ce type de stage depuis la France mais c'est assez compliqué de trouver des entreprises engagées dans l'environnement au Vietnam quand on n'est pas sur place. En effet, j'ai trouvé l'entreprise Zero Waste Saigon sur un groupe Facebook d'expatriés, et je les ai contactés. J'ai eu beaucoup de chance car la fondatrice est française et m'a pris tout de suite.

Lucie :

Faire un stage non payé, et prendre le risque de travailler six mois dans une ONG dont je ne connaissais presque rien, je savais que c'était quelque chose que je me permettrais de faire lors de ma première année mais pas à la fin de mes études. Et puis même si je considère que j'étais déjà assez « noisy », j'avais quelques

préjugés sur le travail en ONG que j'avais envie de confronter à la réalité.

C'est quoi être Noisy* au Vietnam?

Alice :

Le Vietnam est l'un des cinq pays du monde qui pollue le plus via le plastique. L'omniprésence du plastique dans les rues, les magasins, les restaurants est frappante. On nous donne systématiquement un sac en plastique même lorsqu'on achète juste une sucette, on remplit les sacs à moitié lorsqu'on fait des courses, dans toutes les boîtes de biscuits, chaque biscuit est enveloppé individuellement dans du plastique, tous les contenants de plats à emporter sont en plastique, les bananes au supermarché sont individuellement enveloppées dans du plastique... En adoptant des comportements très simples, qui sont presque des réflexes pour nous en France, il est très simple d'être Noisy: refuser les pailles et sacs en plastique, prendre à emporter dans son propre tupperware... Cette omniprésence du plastique est d'autant plus problématique qu'il n'y a quasiment aucun traitement des déchets ensuite. Certaines dames dans les rues font les poubelles pour récupérer le plastique dur et le revendre pour qu'il soit « recyclé », mais la majorité des déchets finissent dans

des déchetteries à ciel ouvert ou dans les océans. Je ne compte pas le nombre de fois où j'ai vu des Vietnamiens jeter leur bouteille en plastique dans la rivière ou dans la rue après l'avoir finie.

C'est quoi être Noisy* en Grèce?

Lucie :

La Grèce a eu du mal à se remettre de la crise financière de 2008, et donc les considérations environnementales ont été reléguées au dernier rang des priorités du pays. Être Noisy en Grèce c'est comprendre les difficultés du pays, la réticence de certaines communautés à changer, et convaincre que l'on peut combiner développement économique, social et respect de la biodiversité. C'est un véritable travail d'accompagnement finalement, et les enjeux liés à la communication sont clefs.

Noisy*: adjectif propre aux étudiants membres du Noise pour décrire une activité ou un geste qui se revendique éco-responsable ou solidaire, à légère tendance bobo mais pas trop moralisateur!

Alice Rullier et Lucie François
Mars 2019

Un mois, une startup de Smartup: Delicorner, la startup que j'aurais aimé créer dans l'em



Il y a des startups qui te font dire : "mais pourquoi je n'y ai pas pensé plus tôt". Facebook, Deliveroo, Uber, Airbnb ... Dans cet article, Smart'Up te plonge dans l'une d'entre elles, la startup Delicorner, qui installe des 'corners à fruits' dans les entreprises.

Entreprendre ne veut pas nécessairement dire créer une Billion Company à la Space X. La majorité des entrepreneurs agissent localement, qu'il s'agisse de votre restaurant favori ou d'une agence événementielle. Delicorner incarne une réalité : l'entrepreneuriat est à ta portée lorsque tu décides de te lancer à 100%.

Entre fruits bio et fruits secs livrés en véhicule électrique et à vélo, Delicorner propose une autre vision de la société. Leur mission est claire, simple et mémorable : "rendre plus heureux les salariés des sociétés françaises. Persuadés que le bonheur vient en mangeant, ils pensent qu'apporter des bons produits au sein de l'entreprise peut être une vraie révolution !". Animés par l'ardent désir d'accomplir leur vision du bien-être, les fondateurs, Julie et Antoine, ne se focalisent pas uniquement sur les bénéfiques. En effet, Delicorner a fait le choix de travailler avec un ESAT (établissement et service d'aide par le travail) pour aider des personnes éloignées de l'emploi à se réinsérer. En outre, Delicorner choisit méticuleusement ses fournisseurs : leur mission est également de mettre en avant des entrepreneurs agroalimentaires innovants.

Delicorner incarne la possibilité de créer une entreprise à taille humaine, habitée d'une mission et qui agit localement. De nombreuses startups décident de prendre cette voie afin d'allier éthique et profits ... Et ça marche de plus en plus ! Par exemple, Delicorner est en croissance de 20% par mois depuis leur créations, ils ont déjà livré plus de 1000 Entreprises et continuent d'embaucher.

Ca serait pas mal de les faire venir à l'em, t'en penses quoi ? :)

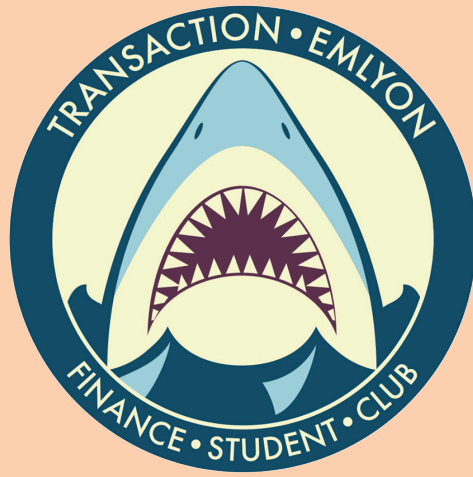


Article écrit par Simon Dautheville



Concours des Baroudeurs 2019
Gagnante de la catégorie Portrait
Titre : «La mère et l'enfant»
Photographe : Anne Kmety
Concours organisé par Décllic





L'Actu Fin de Transac

L'actu corporate

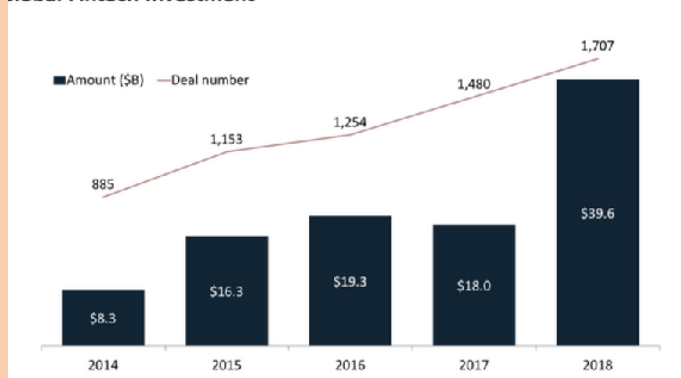
Les deals en Private Equity aux Etats-Unis atteignent leur plus haut niveau depuis 2007

C'est plus de 800 milliards de dollars qui ont été injectés dans des deals de PE aux Etats-Unis en 2018, principalement dans des transactions de moins d'un milliard de dollars. Parmi eux, on peut citer le rachat pour 17 milliards de dollars par Blackstone de la division Finance et Risk de Thomson Reuters, et la privatisation par KKR de Envision Healthcare pour 10 milliards de dollars.

International Exchange envisage de remplacer le Libor, le taux interbancaire de référence

Intercontinental Exchange a proposé une alternative au Libor, le taux interbancaire de référence de produits financiers d'une valeur totale de 370 trillions de dollars, que les régulateurs désirent remplacer d'ici deux ans. Déterminant les taux de référence pour une période spécifique, on reproche en effet au Libor d'être de plus en plus déconnecté des transactions bancaires, car il prend difficilement en compte les prêts à court terme.

Global Fintech Investment



Les tendances

Les investisseurs redéfinissent leur stratégie vis-à-vis des food start-ups au profit des start-ups de livraison et celles proposant des alternatives à la viande

Les fonds VC réorientent leurs priorités d'investissement dans les food start-ups, beaucoup d'entre elles n'ayant pas délivré la valeur promise à leurs investisseurs. Ils se tournent de plus en plus vers les alternatives à la viande et les applications de livraison, qui demeurent embryonnaires dans la branche platform-to-consumer, alors que celle restaurant-to-consumer domine avec Deliveroo et Uber Eats.

Les start-ups de la Fintech auront levé un montant record de 40 milliards de dollars en 2018

La Fintech fait l'objet d'investissements de plus en plus massifs avec une hausse de 120% entre 2017 et 2018 des montants levés, qui se montent à 40 milliards de dollars en 2018. En tête se trouve Ant Financial, qui a récolté 14 milliards de dollars l'année dernière.

Cboe Global Markets lance les premiers ETF axés sur le cours du Bitcoin

Cboe Global Markets a officialisé le lancement d'une application permettant pour la première fois l'échange d'ETF suivant le cours du Bitcoin. Néanmoins, l'autorisation de la SEC est encore nécessaire pour mettre ces ETF sur le marché, et les cours ne sont pas de bon augure pour le Bitcoin qui est aujourd'hui plus cher à l'unité que son coût de minage moyen unitaire.

ancièrre de février

Les deals marquants

L'industrie aurifère connaît une nouvelle phase de concentration avec le rachat par Newmont de Goldcorp pour 10 milliards de dollars

Quelques mois après la fusion de Barrick Gold avec Randgold Resources, qui a permis la création du numéro un de l'industrie aurifère, le dauphin Newmont Mining frappe fort en mettant la main sur son concurrent canadien Goldcorp pour 10 milliards de dollars. Il reprendrait ainsi sa place de leader sur le marché, en comptant le plus grand nombre de réserves d'or au monde.

Selon PwC, la valeur des deals dans l'industrie métallurgique a été presque multipliée par deux en 2018, pour afficher un total de 53 milliards de dollars

D'après PwC, la valeur totale des deals dans l'industrie métallurgique a connu une augmentation de 90% en 2018, en passant de 28.1 milliards de dollars à 53.4 milliards de dollars. Mais cette croissance a été portée par les gros deals, la taille moyenne des transactions ayant augmenté de 113% à 160.5 millions de dollars.

En faisant l'acquisition de SunTrust dans un deal à 28 milliards de dollars, BB&T désire créer un sixième poids lourd bancaire aux Etats-Unis

Le secteur bancaire connaît la plus grande fusion de banques depuis janvier 2009. BB&T et SunTrust Banks désirent en effet former ensemble la sixième banque des Etats-Unis, en regroupant 440 milliards de dollars d'actifs, dans une fusion à 28 milliards de dollars, la plus grosse dans le secteur bancaire depuis le rachat de Merrill Lynch par Bank of America en 2009.

Du côté des marchés

BlackRock prévoit une corrélation négative entre les capitaux et les obligations cette année

Le marché des actions et celui des obligations vont connaître des tendances opposées en 2019 selon BlackRock, sur fond de fin de cycle économique. Le marché obligataire offre ainsi une couverture intéressante pour les investisseurs, face à la baisse du marché des capitaux aux Etats-Unis.

Les achats d'or par les banques centrales atteignent leur sommet depuis un demi-siècle, sur fond de shortage du dollar

Les banques centrales n'ont jamais autant acheté d'or depuis un demi-siècle, et cette tendance est tirée par les banques centrales de pays émergents qui désirent se séparer d'une partie de leurs réserves en dollar en raison des tensions commerciales. Ce phénomène est surtout le signe du passage à un système plurimonnaire où le dollar n'est plus l'unique monnaie de référence.



Rédigé par Alexandre Simon, Yaëlis Meissonnier,
Léonard Pascal et Erwan Flageollet de Transaction



L'Actu Géo de Diplo

Semaine du 3 février

VENEZUELA : LES EUROPEENS LACHENT DEFINITIVEMENT MADURO

Une semaine après l'ultimatum lancé à Nicolás Maduro au sujet de la tenue de nouvelles élections au Venezuela, 7 capitales européennes dont Paris ont acté du refus de ce dernier. L'Espagne, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, le Portugal et l'Autriche ont donc rejoint les Etats-Unis, le Brésil ou encore le Canada dans leur soutien à Juan Guaidó, 35 ans qui s'est déclaré en vertu de la Constitution président par intérim du Venezuela. Ils le considèrent comme le seul légitime à organiser des élections au Venezuela.



Maduro a donc une nouvelle fois rejeté toute forme d'ingérence dans la vie politique vénézuélienne alors même que les manifestations se multiplient à Caracas entre pro et anti Maduro. Ce dernier a réuni ses partisans pour célébrer les vingt ans de la révolution bolivarienne et de l'accession de Chavez au pouvoir. Il s'agissait là de la première sortie publique de Maduro depuis plusieurs mois.

Le mois de Février s'annonce donc déterminant pour le Venezuela. Bien que soutenu par la Chine, la Russie ou encore la Turquie, le régime de Maduro fait face à une contestation de plus en plus marquée. L'aide américaine va se concrétiser par un support humanitaire annoncé par Juan Guaidó avec l'implantation de poste et de centre de collecte à la frontière avec la Colombie. Il s'agit là d'une mesure d'urgence pour une population qui vit au rythme des pénuries depuis plusieurs années et qui n'a parfois d'autres choix que fuir son pays (2,3 millions de vénézuéliens ont quitté leur pays depuis 2015 sur une population de 31 millions d'habitants).

LAURENT GBAGBO : ACQUITTÉ, IL CHERCHE DESORMAIS ASILE

En novembre 2010, une crise politico-militaire éclate en Côte d'Ivoire. Elle oppose deux camps : celui des partisans du président ivoirien de l'époque Laurent Gbagbo (depuis 2000) et celui de ceux qui défendent le candidat Alassane Ouattara, soutenu par la communauté internationale. Faisant plus de 3000 morts en 5 mois, cette crise a pris fin avec l'arrestation de Laurent Gbagbo qui a été directement remis à la Cours Pénale Internationale (CPI)



Il était alors accusé de quatre chefs de crimes contre l'humanité : meurtres, viols, persécutions et autres actes inhumains. Durant ses sept années de détention à La Haye, il a toujours réfuté sa culpabilité pour l'ensemble des accusations.

A l'issue d'un procès en première instance, Il vient d'être acquitté et libéré sous conditions par la CPI en attendant un éventuel procès en appel. Laurent Gbagbo doit donc se tenir à la disposition de la cour.

Ainsi, si les juges ont autorisé Gbagbo à quitter le centre d'incarcération, ils souhaitent néanmoins qu'ils puissent séjourner à proximité des Pays-Bas pour éviter une éventuelle fuite. A ce titre, la Belgique s'est proposée comme candidate à l'accueil de

Laurent Gbagbo

politique de février

Semaine du 10 février

LA DÉFIANCE FRANCO-ITALIENNE ATTEINT SON APOGÉE AVEC LE RAPPEL DE L'AMBASSADEUR FRANÇAIS A ROME

Jeudi 7 février, la France a rappelé son ambassadeur en Italie, ce qui n'était pas arrivé depuis 1940. Cela fait déjà plusieurs mois, depuis l'élection du gouvernement de coalition populiste entre le Mouvement 5 Etoiles et la Ligue, que les sœurs latines se lancent des pics régulièrement. Alors que Macron critique les discours polémiques du ministre de l'intérieur italien Matteo Salvini, qui portent la plupart du temps sur la crise migratoire, ce dernier réplique en accusant la France de ne pas prendre sa part au problème en renvoyant continuellement les migrants au Sud des Alpes et en menant une politique néocoloniale en Afrique.

Mais ces dernières semaines, la crise des gilets jaunes a largement participé à envenimer la situation. Le ministre du travail Luigi Di Maio a posé en début de semaine avec certains membres du mouvement contestataire avant d'affirmer son soutien sur les réseaux sociaux. Le rappel de l'ambassadeur a ainsi été justifié par des «déclarations outrancières» répétées. La porte parole du quai d'Orsay Agnès Von der Mühl a même déclaré «Les dernières ingérences constituent une provocation supplémentaire et inacceptable».

De vieilles rancunes ont également refait surface, et Salvini demande désormais que les condamnés qui ont trouvé asile en France, pour la plupart d'anciens Brigades Rouges, soient livrés à la justice italienne.

A la veille des élections européennes, la fracture franco-italienne est révélatrice du défi que devra surmonter l'UE dans un avenir très proche.



BOUTEFLIKA CANDIDAT POUR UN 5EME MANDAT A LA TETE DE L'ALGERIE

Le président algérien de 82 ans, à la tête du pays depuis 27 ans, a annoncé sa candidature aux élections présidentielles du 18 avril

prochain. Pourtant, sa santé ne cesse de se dégrader depuis son AVC en 2003. Si l'opinion publique internationale continue d'être surprise à chaque réélection, cette annonce n'est pas étonnante pour les Algériens. Depuis déjà des années, tous savent que ce n'est plus le président lui-même qui prend les décisions. Il existe d'ailleurs une institution qui devra mettre en place une procédure de constat d'empêchement du chef de l'Etat pour «cause de maladie grave et durable».

Le doute repose sur sa capacité physique à se rendre au Conseil constitutionnel pour déposer sa candidature et prêter serment. Face à lui, l'opposition divisée ne représente pas de réelle menace, et le risque reste celui d'assister à une abstention record des Algériens, las de la stagnation politique du pays.

Parallèlement, les mesures d'austérité qui avaient été prises pour lutter contre la baisse des prix du pétrole ont été abandonnées, et l'argent public coule à flot vers les entrepreneurs et les anciens combattants.

Semaine du 17 février

EN EGYPTE, DES POUVOIRS ACCRUS POUR LE PRESIDENT SISSI A LA VEILLE DE SA PRESIDENCE DE L'UNION AFRICAINE

Le Parlement égyptien a voté jeudi 14 février la révision constitutionnelle proposée par les partisans du président. Celle-ci lui offre un pouvoir élargi, allonge la durée de son mandat de 4 à 6 ans et prévoit également un amendement transitoire qui lui permettrait de rester aux commandes jusqu'en 2034. Si l'argument de la stabilité est agité par ses soutiens, ainsi que la défense contre une nouvelle offensive des Frères musulmans, il est clair que cette mesure annonce simplement la volonté du maréchal-président de conserver le pouvoir jusqu'à sa mort.

Son mandat actuel (le deuxième en date), ne touchera à sa fin qu'en 2022, mais le choix du timing a été fait afin de placer le projet dans un contexte favorable au président Sissi. En effet, il prend ce dimanche 17 février la tête de l'Union africaine, prenant la suite du président rwandais Paul Kagame. Al-Sissi souhaite utiliser cette opportunité pour recentrer l'influence égyptienne sur le continent africain.

Cependant, les ONG internationales, à l'image d'Amnesty International, ont manifesté des réserves quant à la capacité de l'Egypte de Sissi à faire avancer la question des droits de l'homme en Afrique, notamment à la suite de litige avec la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des peuples. L'avenir de l'Union africaine et de la Commission dépendra donc de la ligne de conduite adoptée par ses membres, avec à leur tête un leader dont la vision des droits de l'homme demeure questionnable.

La personnalité géopolitique du mois:

Le « Mayday » de Theresa



Alors qu'on la décrivait comme la nouvelle dame de fer au soir de son accession au pouvoir en juillet 2016, la femme qui semblait incarner le pragmatisme et la fermeté apparaît aujourd'hui eseuulée, ne sachant plus sur quel pied danser entre un parti conservateur qui n'attend qu'un énième pas de travers pour l'écarter définitivement et Bruxelles qui s'impatiente. Faute d'autorité ou peut-être de convictions profondes, Theresa May peine à diriger son pays et ne sait pas s'il faut mieux s'engager sur la voie d'un Singapour ultra-libéral aux portes de l'UE ou bien rester à tout prix dans le marché unique en acceptant les règles des « 4 libertés de l'Union » (libre circulation des marchandises, des capitaux, des services et des personnes). Être persévérante et résiliente, c'est bien, mais cela suffit-il à combler un manque patent de stratégie et d'objectifs politiques ?

Née en 1956 à Eastbourne, fille d'un pasteur anglican, Theresa May a grandi dans un milieu austère. Parlementaire pendant près de deux décennies, ministre de l'Intérieur pendant six ans, c'est une femme d'expérience qui franchit, un peu par hasard et faute de concurrents, le pas de la porte du 10 Downing Street pour sauver un Royaume-Uni profondément divisé par le résultat d'un référendum improbable. Du mieux qu'elle peut, elle ne relève pas les critiques cinglantes de ses détracteurs - l'ex ministre des finances George Osborne la traite de « cadavre ambulante » et Boris Johnson, chef inconséquent de la campagne pro-Brexit, ne parle de son plan que comme une « crotte » - et se fixe pour unique objectif de trouver un accord avec Bruxelles qui préserve au mieux les intérêts du Royaume-Uni. Comment expliquer que cette femme « foutrement coriace » - selon les dires de Ken Clark - et qui a fait campagne pour le « Remain », se retrouve au cœur de la tempête à défendre le « Brexit » si ce n'est par l'humour anglais ? En premier lieu, il faut faire un peu d'histoire et se rappeler que David Cameron, alors Premier ministre, a organisé un référendum sur le maintien du Royaume Uni dans l'UE dans le seul but de resouder le Parti Conservateur tiraillé entre les Hard-Brexiters, avec à leur tête Nigel Farage, et les modérés. Ce faisant, la question de l'Europe a été prise en otage par des considérations purement politiques. La population était ainsi peu et mal informée des conséquences et des procédures à engager en cas d'une

majorité de « Leave ». On leur promettait que les services de santé britanniques tireraient profit d'une sortie, que les accords commerciaux seraient maintenus d'une façon ou d'une autre et la perspective d'un « no deal » n'effleurait pas les esprits... Forte de la légitimité de ce vote populaire, Theresa May a activé la procédure de l'article 50 du code de la Commission européenne le 29 mars 2016 avec sérénité, en femme providentielle qui prend la responsabilité d'appliquer les volontés de la majorité après que David Cameron, Boris Johnson, David Davis (ministre chargé du Brexit) et Andrea Leadsom (membre du parti conservateur) ont décliné cette tâche aussi titanesque que suicidaire.

Depuis lors, Theresa May, en nouvelle Sysiphe, alterne entre avancées minimales et grandes reculades dans cette saga Brexit. Un an et demi après le début du processus, elle publie le 12 juillet 2018 un Livre Blanc (autrement appelé décision de Chequers) qui définit les attentes et les positions du Royaume-Uni face à l'Union européenne. Le 25 novembre 2018, elle signe avec Michel Barnier, négociateur en chef de l'UE, une proposition d'accord qui préserve l'absence d'une frontière hermétique entre les deux Irlande, protège les droits des expatriés et assure le respect des engagements financiers. Ce projet est toutefois resté mort-né après son rejet par le Parlement britannique le 15 janvier 2019. Le 12 décembre 2018, elle a résisté à un vote de défiance lancé par son propre parti et à une motion de censure portée par l'opposition. Autrement dit, Theresa May n'est plus qu'une Première ministre en sursis sans aucune marge de manœuvre. Seules les questions s'aggrègent : Brexit or not Brexit? Sortie avec ou sans accord ? Ce qui reste peut-être aussi constant que ses avancées non-concluantes, ce sont ses phrases plus vagues les unes que les autres : elle parle de « Brexit fluide et méthodique », promet de « nouveaux partenariats positifs et constructifs » et vise un « accord de libre-échange ambitieux et global ». Exit ses répétitions à l'envi de « Brexit veut dire Brexit » et ses bravades auxquelles personnes ne croyaient (« Pas d'accords vaut mieux qu'un mauvais accord »). Pourtant, le temps presse alors que la Banque d'Angleterre rappelle qu'un « no deal » provoquerait une récession pire encore que celle de la crise de 2008.



La solution du backstop irlandais (franceinfo)

Pourquoi divorcer est-il donc si difficile ? C'est parce que l'Ulster (Irlande du nord) est l'enfant adultérin du Royaume-Uni et de l'Union Européenne. Pour mettre fin au terrorisme et maintenir la paix entre les deux Irlande, un Belfast Agreement a été signé en 1998 entre la Grande Bretagne et la Communauté Européenne. Par cet accord, l'UE a tout bonnement enfanté un Etat qui déroge à certaines de ses lois (en particulier aux lois de l'espace Schengen) et c'est précisément cela qui rend la question du Brexit aussi épineuse. En effet, Theresa May se trouve face à un problème qui n'a malheureusement pas de solution : soit elle propose que s'établisse un « backstop » (« filet de sécurité ») qui empêcherait l'apparition d'une frontière hermétique entre les deux Irlande et qui maintiendrait ce faisant l'Irlande du nord dans le marché unique européen (option que rejette le Parlement sous l'impulsion des 10 parlementaires issus du parti unioniste irlandais et des Tories Hard Brexiters) ; soit elle s'y refuse et réactive des contrôles à la frontière entre les deux Irlande en prenant le risque d'un retour des tensions irlandaises fraîchement enterrées, ce que ne cautionnera en aucun cas l'UE. Plus fondamentalement, ces attermoissements sur le destin européen du Royaume-Uni révèlent une profonde crise identitaire et témoignent de la difficulté des britanniques et de leur Première ministre à dire ce qu'ils sont. Ce débat illustre aussi et surtout les profondes fractures du pays : à Londres, par exemple, personne ne connaît un proche qui a voté « Leave » lors du référendum. Finalement, le Brexit est le symbole d'un Royaume-Uni plus désuni que jamais : sont-ils un peu, beaucoup européens ? un peu, beaucoup insulaires ? un peu, beaucoup en plein désarroi identitaire ? Dans ce contexte, comment en vouloir à Theresa de ne dire que des « Maybe » ?

Quelles sont aujourd'hui ses marges de manœuvre sachant que 53% des Brexiters disent avoir eu tort lors du référendum et que, chaque jour, 1.500 personnes qui ont voté en faveur du Brexit meurent contre un nombre de votants potentiels en faveur du « Remain » qui s'accroît de 2.000 à la faveur de mineurs qui accèdent à leur majorité ? Selon les sondages, depuis le 19 janvier 2019, le Royaume-Uni est désormais peuplé d'une majorité de « no-Brexit ». Faut-il pour autant envisager un second référendum pour débloquer la situation ? Pour Theresa May, ce serait recon-

naître son échec et donner à l'UE l'image d'une entité étouffante qui bloque la porte de sortie. Or, l'UE ne restera vivante que si les sociétés civiles adhèrent positivement à un projet commun et que leur maintien ne répond pas à la peur de représailles en cas de mutineries. Il est à cet égard révélateur de noter que les conditions de sortie du projet européen ne sont pas formalisées d'un point de vue juridique. Dans ce marigot, la Cour Européenne de justice a cependant tendu la main à la Première ministre en annonçant que tout pays qui a activé l'article 50 peut décider à tout moment de revenir en arrière de façon unilatérale. Pour éventuellement se saisir de cette perche, il appartiendra à Theresa « Maybot » (May-robot selon the Economist) de montrer une vision et de faire preuve de pédagogie et de conviction pour espérer « take back control » sur une situation qui lui échappe. La situation est sérieuse et le Royaume-Uni risque de connaître des heures sombres. Dans quelques semaines, nous saurons si Theresa May inscrira son action dans la grande lignée des Premiers Ministres britanniques qui font la gloire de ce pays comme Churchill ou Disraeli ou si l'Histoire retiendra son nom comme celui d'un Premier Ministre, certes résilient et obstiné mais qui aura conduit son pays à la catastrophe faute de vision et de capacité d'entraînement attendues.

Article de Marie-Amélie Amestoy, pour Diplo'Mates

Sources

- Presse :
- Revue de presse internationale : « Theresa May : une femme de combat »
 - Le Monde : « Theresa May, la naufragée du Brexit »
 - France culture (podcast) :
 - L'Esprit public « Grande-Bretagne : si tu reviens, j'annule tout ? »
 - L'Esprit public « Brexit : le grand désarroi identitaire ? »
 - Du grain à moudre « Theresa May : l'impossible Brexit ? »

L'actualité des associations

Le Diplo d'Or BNP Paribas revient pour sa 5ème édition

Depuis 5 ans, Diplo'Mates propose chaque année le 1er concours national de rédaction d'articles de géopolitique. Ouvert à tous les étudiants (peu importe leur filière) amateurs de géopolitique ou simplement intéressés par l'actualité internationale et par le monde qui les entoure, le concours les invite à rédiger un article sur l'un des cinq thèmes proposés cette année :

Afrique et relations postcoloniales
Internet les dictatures
Le rôle de l'Art dans la diplomatie
L'utilisation des forces de l'ordre par les régimes démocratiques
La diplomatie environnementale

Le format d'expression est libre et l'originalité attendue. Nous souhaitons recevoir des articles qui montrent la personnalité de leurs rédacteurs, qui témoignent d'un regard particulier et original sur les différents thèmes proposés, et qui utilisent des exemples sourcés, variés et pertinents.

Une fois rédigés et envoyés, les articles seront lus avec soin par les équipes de Diplo'Mates. Ils seront par la suite confiés à un jury inédit, composés de spécialistes et d'experts des sujets abordés, qui aura pour mission de les départager.

Les lauréats ainsi désignés se verront conviés à une cérémonie exceptionnelle qui aura lieu le 27 mars sur le campus d'Ecully de emlyon business school. Les différents prix et lots leur seront remis à cette occasion. Un invité prestigieux dont l'identité demeure encore secrète, sera présent à la cérémonie et proposera une conférence inédite sur l'un des cinq thèmes proposés au concours cette année.

Pour envisager la rédaction de leurs articles, nous invitons l'ensemble des futurs rédacteurs à consulter notre site internet : www.diplo-mates.com . Vous y rencontrerez les articles lauréats des éditions précédentes mais également l'ensemble des



publications de notre équipe de journalistes. En somme, vous y trouverez une source d'inspiration supplémentaire pour vous convaincre définitivement de participer à la 5ème édition du Diplo d'Or.

Planet&Co c'est fini, mais le NOISE en ressort grandi !

Comme beaucoup le savent déjà, l'association Planet&Co a malheureusement disparu de la scène emlyenne depuis septembre. Dans cette période charnière pour la planète, une école comme la nôtre ne peut se permettre d'abandonner les thèmes de l'écologie et du développement durable. C'est le constat qui a été posé par le Noise, les ex-membres de Planet&Co et la Corpo. Résultat : sous vos yeux ébahis, voici la première « fusacq » d'associations à Ecully !

C'est donc le Noise qui va maintenant promouvoir la promotion du développement durable à emlyon.

Comment ?

Nous avons coopté des membres motivés du mandat 2019 de Planet&Co et allons faire revivre certains de leurs projets. Après la première MKS de février sur la surutilisation du plastique, les Noisers ont décidé de relancer en juin la semaine du développement durable. Au programme : box zéro déchets, conférences, concours de récolte de bouchons et autres réjouissances ! Nous allons aussi reprendre les audits d'événements associatifs pour leur attribuer le label Ecofest, et collaborer avec la direction et des élèves pour améliorer la durabilité du campus. Tout cela prend du temps mais nous avons à cœur d'intégrer encore plus la dimension environnementale dans nos actions,

comme cela se fait depuis longtemps dans les autres Noise de France.

Perrine Debasseux



À la découverte d'événements Les Appartés de Verbat'em



Passer une soirée posée dans un apparté tout en étant productif ? C'est possible, et c'est ce que propose Verbat'em avec ses Appartés, ateliers de prise de parole en petit comité.

Mêler l'utile...

De nombreuses études l'ont prouvé : prendre la parole en public est l'une des plus grandes peurs que peuvent éprouver les Français. En effet, l'adulte moyen n'a jamais été formé à l'éloquence, sans doute en raison d'un système scolaire accordant beaucoup plus d'importance à l'écrit qu'à l'oral. Et pourtant...

Aujourd'hui, il est quasiment indispensable de savoir s'exprimer en public lorsque l'on veut mener à bien un projet. L'objectif des Appartés est justement de proposer une introduction à des techniques d'éloquence qui permettront même aux plus timides de faire le premier pas pour combattre leur peur.

En effet, les orateurs les plus éloquentes de Verbat'em sauront donner de précieux conseils aux participants dans un exercice inhabituel, en prenant soin d'enseigner à la fois la maîtrise de l'expression orale et la maîtrise de l'expression corporelle.

« Entre ce que je pense, ce que je veux dire, ce que je crois dire, ce que je dis, ce que vous avez envie d'entendre, ce que vous croyez entendre, ce que vous entendez, ce que vous avez envie de comprendre, ce que vous croyez comprendre et ce que vous comprenez, il y a dix possibilités qu'on ait des difficultés à communiquer. Mais essayons quand même... » - Bernard Werber

... à l'agréable.

En pratique, un Apparté est une soirée très conviviale. Une part de pizza dans une main, une bière dans l'autre, l'objectif est de faire en sorte que les participants s'amuse autant que s'ils avaient passé une soirée habituelle avec leurs amis, mais en y ajoutant une formation aussi ludique qu'utile.

En effet, les étudiants prendront du plaisir à s'exprimer devant un petit comité sur des sujets qui peuvent être aussi sérieux que farfelus : « Pourquoi interdire la vente de gilets jaunes ? », « Combien paieriez-vous pour une bouteille de bière vide, si on vous vend du rêve avec ? », « Contrôler le bus 3 en retour de HH, est-ce que ça vaut le coup ? » ou encore « Les chaussettes de l'archiduchesse sont-elles vraiment si sèches qu'on le dit ? ».

Aller plus loin.

Il n'est pas rare de voir des étudiants vouloir en apprendre plus sur l'art oratoire après une première initiation en Apparté. C'est pour cela que Verbat'em propose également des permanences oratoires chaque semaine, ainsi que divers débats contre d'autres prestigieuses écoles et universités.

Les Plaidoiries du Manager, concours d'éloquence dédié aux étudiants d'Emlyon business school, auront lieu début avril. Participer à un Apparté, c'est s'assurer de prendre connaissance des éléments clés de l'éloquence. Et en plus, il y a des bières et des pizzas à volonté... c'est donc un événement à ne pas rater !

Article rédigé par Azzedine Hassena.



A la découverte d'initiatives étudiantes : Club Afrique, le nouveau club qui veut changer l'image de l'Afrique

Pour en savoir plus sur l'idée qui se cache derrière le Club Afrique, sorti tout droit de terre fin janvier avec un événement dans Lyon, nous sommes allés à la rencontre d'un de ses fondateurs.



Genèse du club

Peux-tu brièvement présenter les fondateurs du club Afrique?

Je suis l'un des deux fondateurs du club, avec Antonin Biaba.

Lui a fait une licence de droit et un Master 1 à l'université Paris II, un Master 2 à Dauphine en droit des marchés ainsi qu'une formation en droit de l'énergie à l'université Paris X. Il a choisi d'orienter son parcours vers la finance et le business development. Il s'intéresse notamment au secteur de l'énergie et des infrastructures en Afrique.

Pour ma part, je suis pour ma part titulaire d'une licence d'économie et de gestion de l'université Paris VIII. Je viens de rentrer au sein du Programme Grande École en AST2 et je souhaite devenir banquier d'affaires.

Quelles étaient vos motivations ? Pourquoi créer un club Afrique ?

L'idée de créer le Club Afrique est parti du constat que les problématiques liées à l'Afrique ne sont abordées que sous l'angle humanitaire. Les seuls projets envisagés visent à construire des hôpitaux, des puits ou des écoles. Nous voulons lutter contre cette vision réductrice. L'Afrique offre également de grandes opportunités, que ce soit dans le domaine de la finance, de l'entrepreneuriat ou encore du marketing. Il faut savoir qu'il existe déjà un club Afrique emlyon forever à Paris depuis juin 2008, mais il n'a pas de lien avec le campus de Lyon. La nouvelle structure lyonnaise s'adresse aux étudiants du campus d'Écully. Les deux clubs sont donc indépendants même s'ils ont vertu à collaborer.

Avez-vous pris contact avec le club Afrique parisien ?

Dès le début de notre projet en novembre 42 | Le M | le-m-verbatim.fr

2018, nous avons contacté le président du club Afrique de Paris, Aristide Ouattara. Il est en total coopération avec nous, et nous soutient à 100%. Notre but n'est pas de créer une superstructure mais des pôles géographiques indépendants.

Pour l'instant il n'existe que deux pôles, à Paris et à Lyon. À l'avenir, cela pourrait concerner d'autres aires géographiques. Les trois que j'ai en tête sont : Johannesburg, en Afrique du Sud, où se trouve une communauté importante de membres du club Afrique, Casablanca, au Maroc, où se situe un des campus de l'école, ou encore Abidjan, en Côte d'Ivoire, où l'emlyon propose un Master à distance.

Un club visant à promouvoir le business en Afrique

Quelles sont les activités du club Afrique de Lyon ?

C'est un club d'affaire : l'idée est de créer un réseau professionnel.

Nous voulons tout d'abord mettre en relation et créer des liens entre les personnes intéressées par l'Afrique sur le campus.

Nous voulons aussi mettre en relations les étudiants du campus avec des professionnels via la mise en place d'un système de parrainage. L'objectif est de favoriser les échanges entre les professionnels et les étudiants à travers des rencontres et des événements.

Le club a enfin pour projet de mettre en place des événements et d'organiser la vie culturelle de l'école afin de changer le regard des étudiants sur l'Afrique.

Vous êtes plutôt tourné vers l'Afrique de l'Ouest ou le club s'intéresse-t-il à l'ensemble du continent ?

Le champ géographique du club couvre tout le continent africain, qu'il s'agisse de l'Afrique de

l'Ouest, de l'Afrique Australe ou encore du Maghreb. Nous avions par exemple une communauté à Nairobi (Kenya). En bref, nous voulons aussi bien toucher l'Afrique francophone que l'Afrique anglophone ou lusophone.

«L'idée de créer le Club Afrique est parti du constat que les problématiques liées à l'Afrique ne sont abordées que sous l'angle humanitaire. Les seuls projets envisagés visent à construire des hôpitaux, des puits ou des écoles. Nous voulons lutter contre cette vision réductrice.»



Le club Afrique s'intéresse-t-il aussi aux questions politiques dès lors que celles-ci sont liées à la question économique ?

La question politique est importante dans la mesure où elle est liée avec le business. Il est sûr que ces questions seront forcément abordées. Il faut toutefois souligner que l'objectif premier du club est la mise en relation. Celui-ci n'a pas pour objet principal de parler de politique.

Un lancement prometteur

Comment s'est passée la soirée de lancement du club Afrique ?

L'afterwork de lancement qui a eu lieu le 30 janvier a attiré beaucoup de monde. Ce projet a suscité un véritable engouement et semble avoir beaucoup de potentiel. De nombreuses personnes considéraient qu'une telle initiative manquait à l'école et que le projet du club Afrique apporte quelque chose de nouveau et de positif. Nous proposerons très prochainement d'autres événements.

Quelles sont les modalités pour vous rejoindre ?

Nous avons déjà reçu beaucoup de candidatures pour rejoindre le bureau du club Afrique ou pour seulement devenir membre. Les étudiants trouveront le formulaire d'adhésion sur la page Facebook du club. Il faut savoir que le simple fait d'être membre du club Afrique permet de bénéficier à l'ensemble des avantages que nous proposons. Nous voulons attirer le plus grand nombre de personnes.

Le bureau sera constitué d'un pôle tourné vers le networking et le capital humain pour mettre en place le réseau et renforcer la professionnalisation. Il comportera également un autre pôle

en charge de la communication et de l'organisation d'événements.

Aucun profil particulier n'est attendu mais la motivation est déterminante. Le club est ouvert à l'ensemble des étudiants de l'emlyon : cela vaut pour les étudiants du PGE, pour les MS, les BBA ainsi que pour les MBA. L'important est d'avoir une véritable curiosité vis-à-vis de l'Afrique. Si les étudiants de l'emlyon en savent plus sur l'Afrique à la sortie d'un de nos événements, alors nous a gagné. Le simple fait qu'un étudiant intéressé par l'Afrique en rencontre un autre est déjà une victoire.

S'inscrivant dans une démarche collaborative, le club encourage ses membres à proposer leurs idées et à exprimer leurs opinions sur des sujets aussi variés que la finance islamique, l'industrie énergétique, la finance verte, etc.

As-tu un message à faire passer à nos lecteurs ?

Le club Afrique est ouvert à tous. Tout le monde peut apporter son point de vue dès lors qu'il s'intéresse à l'Afrique.

S'inscrivant dans une démarche collaborative, le club encourage ses membres à proposer leurs idées et à exprimer leurs opinions sur des sujets aussi variés que la finance islamique, l'industrie énergétique, la finance verte, etc.

Qu'il s'agisse de personnes intéressées ou simplement curieuses, nous souhaitons qu'un maximum de personnes viennent échanger avec nous lors de nos prochains événements.

Pour plus d'informations ou candidater, n'hésitez pas à vous rendre sur le groupe Facebook Club Afrique.

«Le club Afrique est ouvert à tous. Tout le monde peut apporter son point de vue dès lors qu'il s'intéresse à l'Afrique.»

A la découverte d'initiatives étudiantes : SCIENTIA, LA NOUVELLE ASSOCIATION QUI PROMEUT LA SCIENCE

Ce mois-ci Verbat'em rencontre Amélie, la créatrice d'une nouvelle initiative qui porte sur les sciences : Scientia.

Scientia, une association de science tournée vers l'astronomie et l'exploration de la Terre

Peux-tu te présenter rapidement ?

Salut ! Je m'appelle Amélie, j'ai 21 ans et avant d'arriver à l'em j'étais en classe préparatoire ECE à Paris. Je suis derrière la création de Scientia, une association de science tournée vers l'astronomie et l'exploration de la Terre.

Toi qui viens d'une filière économique, comment as-tu eu l'idée de créer une association sur le thème de la science ?

Ayant fait ES, je n'ai aucune connaissance en sciences à la base. Ma passion pour les sciences, et plus particulièrement pour l'astronomie, est arrivée en première année de prépa économique. A l'époque je commençais à traîner avec des prépas scientifiques et j'ai appris pas mal de choses sur la physique quantique par exemple, c'est un sujet vraiment passionnant !

Je regrette presque de ne pas avoir fait d'

études plus scientifiques. L'espace est tellement beau et on se sent tellement insignifiant quand on y pense. Cette asso c'est un peu une revanche !

Avec qui as-tu décidé de lancer le projet ?

J'ai eu l'idée de créer cette asso avec Victor, un membre de l'asso qui est aussi passionné par l'astronomie. On s'est rendu compte que ça n'existait pas à l'em et c'est bien dommage ! On a donc décidé de se lancer dans la création de cette asso en pensant que d'autres étudiants seraient motivés par ce projet.

Petit à petit on a concrétisé le projet et des étudiants de l'em passionnés par la science ont rejoint l'aventure. Ainsi Jules, Maëlys, Corentin, Nathan, Florian, Victor, Suzanne et Valentin m'accompagnent aujourd'hui dans ce projet.

Comment fonctionne l'association ? Des pôles sont-ils déjà établis ?

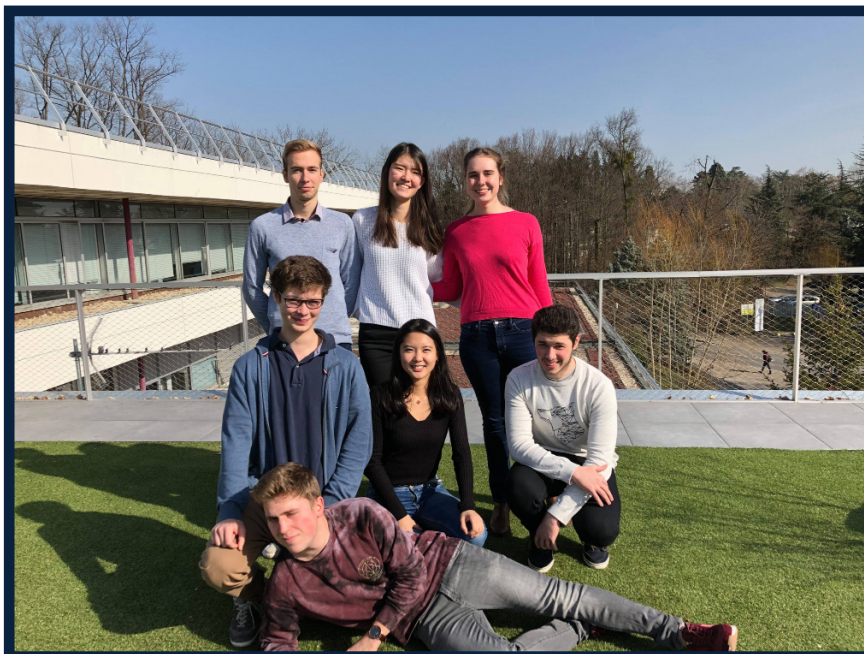
Au début, cela devait être une association d'astronomie, mais après en avoir parlé à la Corpo on a décidé de s'élargir un

peu à la science en général. Pour l'instant l'association fonctionne en deux pôles : le pôle astronomie et le pôle exploration de la Terre. Par exploration de la Terre on entend géologie, étude de la faune et de la flore, spéléologie, randonnées, conférences... Ainsi comme tu peux le voir, derrière cette asso il y a aussi une vraie bande de potes passionnée par la science !

Avez-vous déjà des événements en tête ?

Oui bien sûr, pour l'instant nous avons 3 événements.

Le premier se nomme Partage de co, c'est une soirée en appartement sur le thème de la science. Le but est d'ouvrir le débat sur des sujets scientifiques, le tout dans une ambiance chill avec open bouffe, open canapé et open sciences ! Cela pourrait permettre aux emliens d'en apprendre plus sur des sujets scientifiques qu'ils ne connaissent pas forcément, mais aussi d'intervenir en partageant leurs propres connaissances.



Le deuxième événement est un event ciné toujours autour de la science. Projection d'un film scientifique, explication post-visionnage et débat sur le film sont au rendez-vous !

Le troisième événement est le plus ambitieux, il s'agit d'une journée volcan et pierres précieuses. Pour notre première expédition, nous avons en tête de faire la visite du Puits de Pariou, un volcan situé en Auvergne. La visite serait même ponctuée par les explications de Nathan, notre passionné en la matière. Ensuite, nous irions en prendre plein les yeux dans une mine d'améthyste. Les gérants de la mine avec qui nous sommes en contact sont super motivés à l'idée de faire découvrir à

des étudiants ce domaine qui est inconnu pour la plupart d'entre nous. On pourrait même chercher des pierres précieuses par nous-mêmes !

En tant que présidente, as-tu des ambitions pour cette association ? Quelle place vise-t-elle à occuper à l'emlyon ?

Je suis consciente que pour l'instant cela va sûrement être un projet de niche, mais j'ai confiance que cette association se développera avec le temps. J'espère que les étudiants ne seront pas bloqués en imaginant que c'est une association de geeks, de nerds ou d'intellos car ce n'est pas du tout le cas.

Notre ambition est bien de partir à l'aventure ! J'espère sincèrement que l'association prendra de l'ampleur, mais ça c'est un peu le rêve de tout bon président d'association.

Nous sommes certes des étudiants en école de commerce et peut-être que certains ont choisi cette voie car ils n'aimaient pas la science, mais j'espère qu'à travers l'association et ses événements nous pourrions ouvrir leur esprit.

Merci Amélie !

Entretien réalisé par Titouan Le Jeune



A la Rencontre d' Alumni : Clément K. (PGE – 2015), s' épanouir à travers des missions exigeantes, de Bain à Big Mamma

Ce mois-ci, nous sommes allés à la rencontre de Clément, ex-consultant en stratégie à Bain reconverti en analyste dans un groupe qui fait beaucoup parler de lui - Big Mamma -. Quatre ans après sa diplomation, cet éternel emlyen continue d'aider les étudiants à s'orienter en supervisant le groupe Facebook de préparation aux cases. Il revient pour nous sur son parcours.

L' emlyon, un moyen d'obtenir des stages très responsabilisants

Tu as fait du chemin depuis l'emlyon. Peux-tu revenir sur tes expériences principales ?

Mon premier stage a été ma mission à l'international, en pré-master. C'était vraiment un stage charnière, et ce pour deux raisons : les personnes que j'y ai rencontrées et les missions que j'y ai eues. Les personnes m'ont vraiment orienté pour la suite. Mon manager, passé par McKinsey, m'a transmis sa fibre pour le conseil et la confiance de me dire que je pouvais y faire carrière. Il m'a donné le recul nécessaire pour construire mon parcours dans ce but.

Ensuite, il m'a rapidement confié un grand niveau de responsabilités. Business developer de base, j'avais au bout de quatre mois sous ma responsabilité toute la logistique de la France et des Pays-Bas. Je travaillais également sur VBA, j'ai pu affiner le Business Plan et beaucoup travaillé en Supply Chain.

Cette première expérience m'a permis d'acquérir des compétences intéressantes ce qui m'a ouvert les portes, en césure, d'Accor et de Procter & Gamble.

Le deuxième stage le plus important fut celui chez Procter & Gamble, en deuxième partie de césure. J'avais eu la proposition en première partie de césure, mais préférerais d'abord aller chez Accor. Ce deuxième stage s'est d'ailleurs très bien passé, puisque mon équipe chez Procter m'a fait une offre d'embauche, ce qui m'a permis d'aborder mes entretiens au BCG et à Bain avec plus de sérénité. Chez Procter & Gamble, j'ai fait de l'analyse financière et de l'analyse de performance.

Peux-tu revenir sur ton stage d'analyste stratégique chez Accor ?

J'étais intégré à la direction de la stratégie et des investissements d'Accor, un stage régulièrement effectué par des étudiants

de l'emlyon. Sur la partie investissements, j'effectuais la revue des business plans pour les ouvertures d'hôtels à venir. Je reprenais également les estimations des business plans, souvent fausses.

Dans le domaine stratégique, j'étais chargé de regarder l'actualité hôtelière. J'ai eu l'occasion de rédiger des analyses de marché et des études ad-hoc.

En quoi consistait ton stage d'analyste financier ?

J'étais chez Procter & Gamble, intégré à la division Prestige (filiale « luxe », qui vendait des parfums). Plus précisément, j'ai rejoint la direction monde à Genève, dans une petite équipe.

J'ai passé mes deux premiers mois sur des problématiques d'analyse par marque ou groupes de marques, récupérant les prix et les consolidant, effectuant des vérifications de cohérence de prix, analysant les ventes et le mix produit/prix.

Mes trois derniers mois, j'ai plutôt eu des missions d'analyste stratégique, comme chez Accor. J'ai rédigé des études de la concurrence des parfums appliqué à la Supply Chain. La grande question à laquelle je devais répondre était : comment nos grands concurrents organisent-ils leur Supply Chain ? Pour ce faire, j'effectuais beaucoup de recherches sur internet. J'ai pu comparer nos coûts de production de parfums, puis le département achats m'a aidé à déterminer ceux de la concurrence. Par exemple, je trouvais les matériaux des flacons de notre concurrence, et nous déterminions en interne

une estimation des coûts de production.

Quelle expérience en gardes-tu ?

J'ai vraiment adoré. D'une part, il y avait une vraie culture de l'excellence chez Procter & Gamble : Les équipes avaient une capacité à partager l'information remarquable, et chacun savait se remettre en question pour le bien de l'équipe. D'autre part, j'ai pu évoluer dans une équipe internationale : je travaillais avec des Russes, Lituaniens, et un Italien. C'était un plaisir au quotidien.

Le passage par Bain, l'école du conseil en stratégie

Bain couvre une vingtaine d'industries, y es-tu rentré spécialisé ?

Bain, comme la majorité des cabinets de conseil, est organisé selon le double axe sectoriel-fonctionnel. Le consultant jeune diplômé rentre avec un background généraliste, et le cabinet lui donne des missions diversifiées afin qu'il s'essaye à tout et trouve sa voie. Plus le consultant monte dans la hiérarchie, plus il se spécialise. Ce n'est qu'après 6 ans, lorsqu'il devient manager, que le manager doit véritablement se positionner sur un secteur. D'expérience, le choix du secteur est surtout une affaire de rencontre. Un manager prend un consultant sous son aile et l'aide à monter en compétences.

Navigation: BAIN & COMPANY, Expertises Sectorielles, Expertises Fonctionnelles, Points de Vue, À propos, Carrières, Explorer

Expertises Sectorielles			
Aerospace et Défense	Infrastructures, BTP et Matériaux de Construction	Produits Forestiers, Papier et Emballage	Secteur Public
Agroalimentaire	Media et Divertissement	Santé	Technologie Software (EN)
Automobile	Métallurgie et Mines	Industrie Pharmaceutique (EN)	Télécommunications
Chimie	Pétrole & Gaz	Appareils et Dispositifs Médicaux (EN)	Transports & Logistique
Distribution	Private Equity	Organismes Payeurs et Fournisseurs de Soins (EN)	Utilities & Energies Renouvelables
Energie et Ressources Naturelles	Produits et Services Industriels de pointe	Services Financiers	
Engins & Equipements Industriels		Banques (EN)	
Grande Consommation		Assurances (EN)	
		Risque, Finances et Réglementation (EN)	

22 Expertises Sectorielles, et autant de domaines de missions possibles.



La Felicità, dernier né du groupe Big Mamma

Quelles étaient tes missions ?

J'ai pu évoluer dans différents milieux : conseil financier, food & beverage, due diligence et real estate. Les missions étaient très diversifiées, l'on apprend tout le temps et l'on est constamment formé.

Mon passage à Bain a aussi été très marqué par l'international. Sur deux ans et demi, j'ai effectué plus d'un an à l'étranger. J'avais demandé au département des ressources humaines des missions à l'étranger, et j'affectionnais l'industrie food & beverage. Mes vœux ont été exaucés, et j'ai pu évoluer en Arabie Saoudite, au Togo et au Congo dans ce secteur.

Depuis un an déjà, le défi de structurer une startup prometteuse

À l'instar d'autres consultants issus de grands cabinets de conseil, comme Jérémy Hodara qui a fondé Jumia, l'Amazon africain, tu as été porté par un secteur dynamisable, la restauration.

Qu'est-ce qui t'as fait t'intéresser au groupe Big Mamma ?

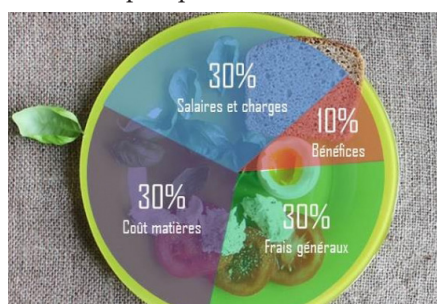
J'ai toujours été intéressé par le Retail, et en particulier le food & beverage. Mes trois premiers stages s'inscrivaient pleinement dans cette logique, et j'ai pu approfondir cet intérêt à Bain. Lorsque Big Mamma m'a appelé, je n'ai pas pu dire non. Le groupe, qui bouscule les codes de la restauration, est très scruté par les acteurs du milieu. J'avais déjà travaillé dans la restauration, et des amis travaillent

dans le milieu. J'ai donc rejoint le groupe, avec comme objectif de structurer le groupe en interne.

Quelles sont tes missions au jour le jour ?

Mes missions ont énormément évolué depuis mes débuts. À mon arrivée, le suivi analytique de l'entreprise était relativement faible. Avec mon côté un peu geek – j'ai un bagage en big data et sur VBA –, j'ai pu mettre en place des dashboards utiles au suivi de performance. Au début, j'étudiais surtout la top line, les revenus de la vente. Aujourd'hui, j'ai une maîtrise parfaite de ces aspects du business.

Peu à peu, j'ai commencé à étudier les objectifs liés aux coûts : food costs, people costs, et d'émettre des recommandations opérationnelles pour les améliorer. De temps en temps, j'étudie aussi l'impact de certains phénomènes sur le business. Récemment, j'ai étudié l'impact des gilets jaunes sur le business via un proxy, qui fonctionne de la manière suivante : si je veux savoir le nombre de vente de micro-processeurs sur un marché, je vais regarder le nombre de ventes d'ordinateurs sur ce marché, puisque tous en ont un.



Pour les non-initiés, voici la répartition des pôles de coûts en restauration.

Conseils aux étudiants pour les stages

Quel stage conseillerais-tu de faire ?

En pré-master, tout est possible. Chacun a des aspirations différentes, donc il est difficile de trancher. Je conseillerais juste à chacun de regarder le type de missions proposées, et recommanderais même d'aller dans une structure plus petite, plus souple, avec une vraie culture de la débrouille. Étudiez avec attention les personnes avec qui vous allez travailler. Vérifiez que le courant passe bien. Vous pouvez regarder la géographie pour ce que vous voulez faire après, mais je vous conseille de privilégier les missions et les personnes.

Enfin, je recommande vraiment de s'essayer à des missions opérationnelles, puisqu'après beaucoup se destinent aux métiers de la banque et du conseil, qui sont bien plus éloignés du quotidien. Une telle expérience permet de relativiser.

Pour ceux qui sont intéressés par le conseil en stratégie, vous pouvez chercher dans des startups montées par des anciens consultants ou dans des départements stratégiques d'entreprises. Selon moi, il est préférable de travailler dans un grand groupe plutôt que dans un cabinet moyen. Je recommande également de faire au moins un stage ou deux en industrie. Par la suite, beaucoup se dirigeront vers des stages en finance et en conseil, qui sont beaucoup moins opérationnels.

Merci beaucoup pour ton temps et tes précieux conseils.




oser être

Éconoclaste

Acteur engagé pour l'économie française, PwC accompagne chaque jour les entreprises dans leur quête de croissance et d'innovation.

Dans un monde en mutation permanente, la personnalité de nos collaborateurs et leur regard sur le monde sont déterminants.

Rejoignez-nous ! Votre capacité à appréhender différemment les enjeux économiques, culturels et sociétaux vous ouvrira de nouvelles « opportunités » d'affirmer votre singularité.



Auditeurs,
consultants, analystes, avocats,
experts comptables,
rejoignez-nous sur :
carrieres.pwc.fr



Un monde d'opportunités s'ouvre à vous !